

Cote du document: EB 2021/LOT/P.12
Date: 8 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

États-Unis du Mexique

Projet pour le bassin du Balsas – réduction de la vulnérabilité climatique et des émissions grâce à des moyens d’existence durables

Numéro du projet: 2000002249

Note à l’intention des représentants au Conseil d’administration

Responsables:

Questions techniques

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.polastri@ifad.org

Francisco Pichon
Directeur de pays
téléphone: +84 945 146 305
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	6
D. Alignement, appropriation et partenariats	7
E. Coût, avantages et financement	7
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Negotiated financing agreements
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

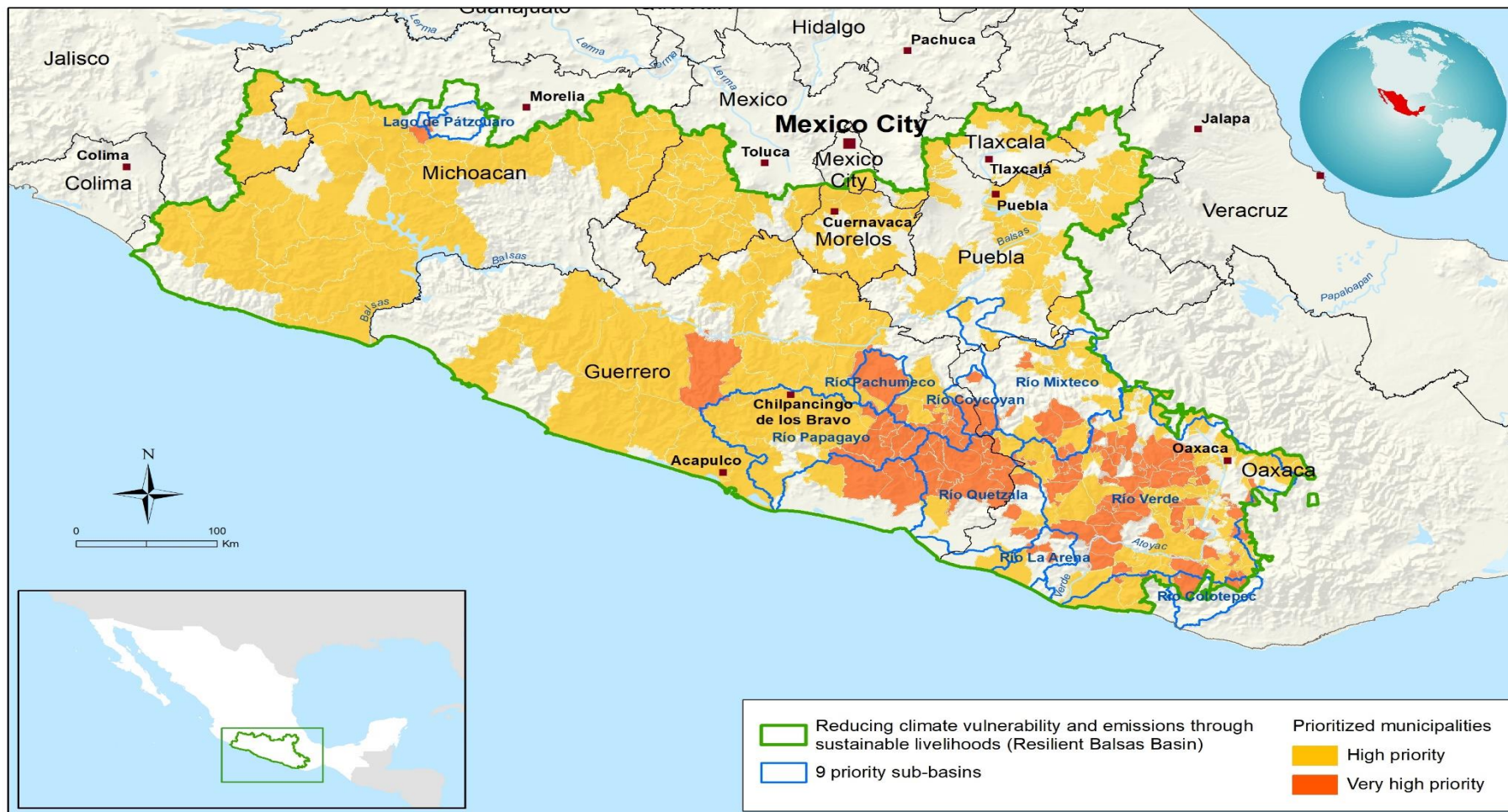
Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Francisco Pichon
Responsable technique:	Oliver Page
Responsable des finances:	Dario Rimedio
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Adriana Jauregui Zabalaga

Sigles et acronymes

CONAFOR	Commission nationale des forêts
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
CSST	coopération Sud-Sud et triangulaire
FIRA	Fideicomisos Instituidos en Relación con la Agricultura
GES	gaz à effet de serre
UCP	unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet



iii



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 19/10/2021

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	États-Unis du Mexique
Organisme d'exécution:	Commission nationale des forêts
Coût total du projet:	55 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	38,45 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 24,5 ans, d'un différé d'amortissement de 5 ans et d'une marge variable
Contribution de l'Emprunteur:	13,35 millions d'USD
Déficit de financement:	3,2 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique apporté par le FIDA:	22,42 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 62.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Les États-Unis du Mexique, qui comptent 126 millions d'habitants, sont un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et affichent un revenu moyen par habitant de 9 860 USD. Bien qu'il soit la deuxième plus grande économie d'Amérique latine et des Caraïbes et se situe dans la partie haute du classement de l'indice de développement humain, le pays se heurte encore à des obstacles structurels qui freinent la croissance inclusive du monde rural, lesquels sont exacerbés par les inégalités territoriales et liées au genre, à l'âge et à l'appartenance ethnique.
2. En 2018, la pauvreté et l'extrême pauvreté touchaient, respectivement, 41,9% (52,4 millions) et 7,4% (9,3 millions) de la population. La pandémie de COVID-19 a mis au jour les vulnérabilités majeures que connaît le pays et fait basculer 9,5 millions de personnes dans la pauvreté et 7,9 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Phénomène à prédominance rurale, l'extrême pauvreté se concentre dans les régions du sud et du sud-est du pays, qui comptent une importante population autochtone.
3. Le secteur agricole emploie 14% des actifs; sa contribution au produit intérieur brut du pays se situe cependant sous la barre des 4%. Plus de la moitié du foncier des zones rurales mexicaines est détenue à titre collectif sous forme de noyaux agraires, d'*ejidos* (propriétés collectives) et de communautés agraires. La plupart des producteurs sont par conséquent de petits exploitants qui pratiquent une agriculture semi-vivrière pluviale et ont un accès limité aux services et aux infrastructures.
4. La foresterie communautaire est une activité majeure des noyaux agraires. Sur les 11 millions de personnes résidant dans des zones forestières, 88% se trouvent dans des territoires fortement marginalisés. La foresterie représentait 0,6% du produit intérieur brut en 2015. La gestion forestière et la conservation des écosystèmes bénéficient d'un soutien dans le cadre du Programme national pour un développement forestier durable (*Programa Apoyos para el Desarrollo Forestal Sustentable*), mis en œuvre par la Commission nationale des forêts (CONAFOR).
5. Le Mexique a été le premier pays en développement à définir sa contribution déterminée au niveau national au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et l'a mise à jour en 2020 pour inclure l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.
Le Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles (*Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales*) se charge de la coordination de l'exécution de la politique nationale relative à la lutte contre les changements climatiques.
Le Secrétariat aux finances et au crédit public (*Secretaría de Hacienda y Crédito Público*) est l'interlocuteur privilégié des organisations internationales œuvrant dans le secteur du financement de l'action climatique et administre le budget fédéral pour les programmes publics.
6. Le Gouvernement mexicain a promu une série de programmes de réduction de la pauvreté axés sur l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire et ciblant les groupes vulnérables en milieu rural. La nouvelle approche réformatrice du Gouvernement a conduit à d'importants changements dans la politique d'investissement public, matérialisés dans le Plan national de développement pour 2019-2024, qui accorde la priorité aux zones fortement marginalisées et aux populations fragiles sur le plan économique et social.

7. L'un des grands défis à relever pour l'action publique au Mexique consiste à améliorer l'efficacité au moyen de l'exécution de programmes prioritaires en milieu rural. Au 31 décembre 2020, 63 milliards de MXN avaient été injectés dans la région du Balsas dans le cadre de divers programmes nationaux. Toutefois, la plupart de ces initiatives sont menées de manière cloisonnée, sans guère d'harmonisation entre elles, et elles sont fondées sur des règles opérationnelles qui n'intègrent aucun critère relatif aux changements climatiques.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

8. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de FIDA11 – changements climatiques, genre, jeune et nutrition –, le Projet pour le bassin du Balsas – réduction de la vulnérabilité climatique et des émissions grâce à des moyens d'existence durables a été validé comme:
- incluant des fonds pour l'action climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - tenant compte des jeunes.
9. Selon l'Institut national de l'écologie et des changements climatiques, le bassin du Balsas est l'une des deux régions du Mexique présentant la plus grande vulnérabilité climatique. Les scénarios de projection des changements climatiques annoncent une augmentation de la variabilité des températures, une diminution de 10 à 20% des précipitations et une élévation moyenne du niveau de la mer située entre un et deux mètres. Ces changements devraient réduire la productivité agricole, le couvert forestier et le couvert des mangroves, compromettre la disponibilité des services écosystémiques, intensifier les inondations côtières et avoir une incidence sur les infrastructures touristiques. En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (GES), les émissions de CO₂ totales résultant du déboisement s'élevaient à 76,1 millions de tonnes d'équivalent de dioxyde de carbone pour la période 2001-2018, dont 17,3% issues du bassin du Balsas.
10. En 2020, l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes s'établissait à 0,75 au Mexique, ce qui indique que les niveaux de privation des femmes sont supérieurs à ceux des hommes pour ce qui concerne l'accès à l'alimentation, aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi. Parmi les femmes pauvres, 80% vivent dans des zones rurales et parlent une langue autochtone. Les inégalités rurales et les disparités entre les femmes et les hommes se traduisent par: un accès réduit aux actifs productifs et aux marchés du travail; une méconnaissance des fonctions productives des femmes; un travail domestique non rémunéré; la limitation des possibilités d'engagement civique et de représentation publique.
11. Les populations autochtones et d'origine afro-mexicaine (qui représentent 6,6% des Mexicains de plus de 3 ans) travaillent habituellement dans le secteur agricole, la foresterie et l'artisanat. Ce sont historiquement les populations les plus touchées par la pauvreté dans le pays. En 2016, leur taux de pauvreté s'élevait à 72% (8,2 millions de personnes).
12. Quelque 15,6 millions de jeunes (quatre sur dix) résident en milieu rural. Parmi eux, 25,2% des jeunes femmes et 7,6% des jeunes hommes ne suivent aucune formation et n'exercent aucun emploi rémunéré. La part des jeunes dans l'agriculture décroît fortement. La pauvreté multidimensionnelle des jeunes ruraux (60%) est supérieure à celle des jeunes urbains (36%).
13. Le Mexique est en proie à de graves difficultés en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition, puisque 24,6 millions de personnes n'ont pas accès à des aliments sûrs et nutritifs, en quantité suffisante. En 2019, 22,6% des ménages se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave, les segments les plus touchés étant les ruraux (24,7%), les personnes handicapées (27,9%) et les populations autochtones (30,5%). En raison de la pandémie de COVID-19, 44% des

ménages du pays ont besoin d'une aide alimentaire. Dans les États de Guerrero et Oaxaca, tous deux situés dans le bassin du Balsas, l'accès à l'alimentation se heurte à certaines entraves, qui figurent parmi les plus graves du pays. La malnutrition est à l'origine d'un lourd fardeau sanitaire, caractérisé à la fois par des retards de croissance (qui touchent 12,8% des enfants dans les zones rurales) et par l'obésité (dont souffrent 32,8% des femmes à l'échelle du territoire national).

Justification de l'intervention du FIDA

14. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) couvrant la période 2020-2025 jette de nouvelles bases pour définir le partenariat du FIDA avec le Mexique, en sa qualité de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il centre la participation du FIDA à l'élaboration des politiques sur l'inclusion économique des populations rurales pauvres et fait appel pour ce faire à des approches innovantes susceptibles d'être intégrées à plus grande échelle dans le cadre des politiques et des programmes du pays. L'objectif du FIDA au Mexique est donc d'apporter un complément efficace aux efforts déployés par le pays pour réduire la pauvreté et les inégalités, en proposant des solutions innovantes permettant d'améliorer la qualité et le ciblage des dépenses publiques, tout en mettant l'accent sur les populations rurales en situation de vulnérabilité.
15. L'avantage relatif du FIDA au Mexique réside dans le fait qu'il est à même de renforcer les capacités, la productivité et la participation au marché des ruraux en utilisant des approches et des instruments qui encouragent les pouvoirs publics à appuyer l'inclusion économique, en particulier celle des femmes, des jeunes et des peuples autochtones et d'origine afro-mexicaine. Le projet promouvra également les stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets qui sont adaptées à l'agriculture familiale et aux populations rurales vulnérables, tout en intégrant de manière transversale l'enjeu climatique aux échelons institutionnel et communautaire.
16. Conformément au COSOP, le projet contribuera à renforcer la convergence entre les programmes prioritaires bénéficiant de financements nationaux dans le bassin du Balsas. Dans le cadre du projet, des actions sont prévues afin de renforcer les capacités institutionnelles et d'animer une plateforme programmatique et budgétaire qui permettra d'harmoniser les actions et les investissements publics réalisés en faveur du bassin et d'intégrer la résilience climatique à l'action publique.

B. Enseignements tirés

17. Plusieurs problèmes liés au cadre budgétaire normatif régissant la collaboration entre le Mexique et les institutions financières internationales ont fait l'objet d'une analyse lors de la récente évaluation de la stratégie et du programme de pays. Certains points, tels que le principe de non-additionnalité, le caractère exclusivement annuel des budgets, les restrictions relatives au fonctionnement des unités de coordination des projets et l'absence de souplesse des règles opérationnelles¹, ont nui à la performance du portefeuille du FIDA dans le pays. Si ces difficultés ne sont pas propres au Mexique, elles illustrent aussi bien la nature changeante du partenariat du FIDA avec les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure que le défi lancé au Fonds d'exceller en matière de crédibilité et de qualité des résultats. Dans ce contexte, le FIDA a renforcé sa concertation sur les politiques avec les entités fédérales qui approuvent et gèrent le budget annuel, et il coopérera étroitement avec le Secrétariat aux finances et au crédit public et le Bureau de coordination des conseillers de la présidence afin de faciliter la mise en place des dispositions institutionnelles régissant la coordination des programmes et des budgets dans le bassin du Balsas.

¹ Les règles opérationnelles sont des instruments juridiques émis par le Secrétariat aux finances et au crédit public pour garantir l'allocation transparente des ressources publiques, ce qui permet de déterminer les zones géographiques où l'appui doit être dirigé, les critères d'admissibilité des bénéficiaires, les procédures de sélection et les caractéristiques de l'appui fourni.

18. Les projets financés par le FIDA et exécutés par la CONAFOR, dont le Projet de développement durable à l'intention des communautés rurales et indigènes de la région semi-aride du Nord-Ouest, le Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca) et le Projet de développement durable à l'intention des communautés vivant dans les zones semi-arides des régions du Nord et de Mixteca, livrent d'importants enseignements sur les opérations, la coordination institutionnelle et les politiques, qui seront utiles au présent projet. Le projet proposé met à profit l'expérience acquise par le FIDA et la CONAFOR dans le cadre de l'introduction d'innovations dans les règles opérationnelles, de méthodes d'intervention et d'alliances institutionnelles sur de vastes territoires. Le projet pourra ainsi étendre les mesures d'incitation favorisant la conservation et la régénération des écosystèmes par les mécanismes nationaux de paiement pour services écosystémiques déjà en place, tout en y intégrant les priorités relatives à l'adaptation et à l'atténuation au profit des groupes cibles du projet.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. La finalité du projet est de contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations rurales pauvres face aux changements climatiques, à la régénération et à la conservation des écosystèmes et des services associés, ainsi qu'au renforcement des systèmes de production dans le bassin du Balsas. L'objectif de développement est d'accroître les capacités de production et la participation aux marchés des familles rurales pauvres et autochtones – en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes –, ainsi que de réduire les émissions de GES, en promouvant des systèmes de production résilients et durables garants de moyens d'existence résilients dans le bassin du Balsas.
20. Le bassin s'étend sur 18 millions d'hectares, répartis entre huit États: Mexico, Guerrero, Jalisco, Michoacán, Morelos, Oaxaca, Puebla et Tlaxcala. La stratégie de ciblage géographique donne la priorité aux municipalités et aux sous-bassins, sur la base des critères suivants: i) souhait du Gouvernement d'offrir des services à la population du bassin du Balsas, où la pauvreté est très élevée et où la base de ressources naturelles se dégrade; ii) degré de marginalisation et de ruralité; iii) niveaux élevés de vulnérabilité climatique; iv) présence d'importants groupes autochtones et d'autres populations rurales vulnérables.
21. La population cible se compose principalement de petits producteurs pauvres et d'autochtones, ce qui recouvre notamment: i) les *ejidos* et les noyaux agraires détenus par des peuples autochtones; ii) les organisations paysannes des noyaux agraires; iii) les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables dont l'accès aux ressources productives est limité, ce qui inclut les populations d'origine afro-mexicaine; iv) certains petits propriétaires privés qui souhaitent participer aux programmes de développement forestier et agroforestier. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 58 905, soit 39 270 ménages. La participation des femmes est estimée à 40%, contre 30% pour les jeunes, tandis que les peuples autochtones représentent 60% des bénéficiaires. Un cofinancement attendu du Fonds vert pour le climat devrait, selon les estimations, accroître la portée du projet pour atteindre 162 282 bénéficiaires et 389 478 membres de ménages².

B. Composantes, résultats et activités

22. Le projet comprend les trois composantes suivantes:
23. **Composante 1: renforcement des capacités en matière de gouvernance territoriale, d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, grâce à la formulation participative de plans de zonage**

² Les objectifs énoncés dans le cadre logique et les estimations incluses dans l'analyse économique et financière ont été établis sur la base du financement du FIDA et des financements de contrepartie nationaux, ce qui permet de confirmer que le projet reste viable si le cofinancement du Fonds vert pour le climat ne se matérialise pas.

écologique des microbassins et de plans de développement intégral au niveau des noyaux agraires.

Cette composante facilitera la mise en place de mécanismes de gouvernance climatique et l'intégration des processus associés au sein des programmes et des politiques publics dans le bassin du Balsas.

Elle renforcera la coordination multisectorielle au niveau des États et du bassin hydrographique, ce qui orientera les investissements publics et privés en faveur des pauvres dans la zone d'intervention du projet. Les microbassins versants constitueront l'unité de planification participative de premier niveau, tandis que les besoins et les difficultés exigeant des interventions coordonnées à un niveau supérieur seront pris en charge par sous-bassin et au niveau du macrobassin, selon que de besoin. Il permettra également de consolider les systèmes de vulgarisation existants pour y intégrer une approche climatique.

24. La composante 1 appuiera la formulation participative des plans de zonage écologique des microbassins et de plans de développement intégral harmonisés au niveau des noyaux agraires. Ces plans intégreront des savoirs traditionnels et garantiront la consultation des communautés autochtones et afro-mexicaines, ainsi que la participation des femmes et des jeunes. Ils préciseront les investissements et l'assistance technique (appuyés par la composante 2) requis pour restaurer et gérer durablement les écosystèmes forestiers, ainsi que pour réduire les émissions de GES.
25. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) élaboration de plans d'aménagement du territoire à différents niveaux du bassin hydrographique, intégrant des instruments d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets; ii) mécanismes de coordination institutionnelle et systèmes de vulgarisation et de transfert de technologies qui tiennent compte des stratégies d'atténuation et d'adaptation et promeuvent l'inclusion des populations vulnérables.
26. **Composante 2: investissement en faveur de la gestion adaptative des écosystèmes, du renforcement des systèmes de production et du développement de filières résilientes.** La composante 2 vise à renforcer les services écosystémiques en accroissant leur potentiel de résilience et la durabilité des systèmes de production des petits producteurs ruraux et des communautés autochtones et d'origine afro-mexicaine, ainsi qu'en optimisant leur participation au marché. Elle comprend les éléments suivants: i) investissements et assistance technique à l'appui de la mise en œuvre des plans de zonage écologique des microbassins et des plans de développement intégral, en vue de la conservation, de la restauration et de la gestion durable des écosystèmes, par une approche écosystémique de l'adaptation; ii) renforcement des systèmes de production forestière, agroforestière et sylvopastorale; iii) développement des filières, axé sur la diversification et la résilience climatique.
27. Cette composante aidera également les groupes de producteurs à élaborer leurs plans d'activité (en particulier, parmi les autochtones, les personnes d'origine afro-mexicaine, les femmes et les jeunes), et appuiera les entreprises locales afin qu'elles puissent accéder à des filières résilientes. Elle ciblera aussi les éléments suivants: i) investissements productifs directs dans les systèmes alimentaires autochtones fondés sur les savoirs et les produits traditionnels autochtones; ii) production alimentaire domestique intégrée (*traspatio*) et accès amélioré à l'eau; iii) transformation et valorisation du bois d'œuvre et des autres produits ligneux et relance de produits autochtones traditionnels emblématiques; iv) certification et accès aux marchés en fonction des besoins et des niveaux de maturité des groupes cibles.
28. La composante 2 facilitera aussi l'accès aux services financiers, dans le cadre des partenariats en place entre la CONAFOR, Fideicomisos Instituidos en Relación con la Agricultura (FIRA) et le dispositif de financement national du développement agricole rural forestier et halieutique (*Financiera Nacional para el Desarrollo Agropecuario Rural Forestal y Pesquero*). FIRA appuiera la participation du secteur privé aux activités du projet, dans le cadre de son programme de développement des fournisseurs, qui met à profit une modalité de partenariat public-privé-producteurs

au sein des filières présentant un potentiel de production et de croissance de marché dans le bassin.

29. Enfin, sur la base des plans de zonage écologique des microbassins, le projet consolidera les mécanismes nationaux existants de paiement pour services écosystémiques, en intégrant les priorités d'atténuation et d'adaptation des groupes cibles. À ce titre, il prévoit la création de fonds parallèles pour mobiliser des ressources auprès d'initiatives privées et des utilisateurs des services, le but étant d'assurer la pérennité des paiements pour services écosystémiques.
30. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) écosystèmes forestiers restaurés à l'appui de la conservation des services écosystémiques, et de la protection des ressources en eau et de la biodiversité; ii) augmentation de la production résiliente, de la valorisation et de la commercialisation des produits issus des systèmes sylvicoles, agroforestiers et sylvopastoraux des noyaux agraires, ainsi que de la production domestique.
31. **Composante 3: mise en place d'un système d'information sur le climat et de dispositifs de gestion des connaissances, de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et de suivi-évaluation.** La composante 3 vise à mettre en œuvre un système d'information sur le climat et à produire des connaissances utiles à la prise de décisions et à la gestion des risques climatiques dans le bassin hydrographique. Elle appuiera le renforcement et l'intégration des différents systèmes d'information liés au climat, à la production agricole et à la gestion des ressources naturelles, ainsi que les systèmes d'alerte précoce afin de favoriser l'anticipation, la prévention et l'adaptation face aux risques climatiques, dans le cadre de l'exécution des composantes 1 et 2. Cette composante vise à contribuer à l'adoption et à la transposition à plus grande échelle des bonnes pratiques et des innovations découlant du projet afin de renforcer la capacité des acteurs locaux et des institutions en matière de réduction de la vulnérabilité face aux changements climatiques. La composante intègre la gestion des connaissances, la CSST, la gestion du projet et le suivi-évaluation.
32. Les effets directs escomptés sont les suivants: i) les producteurs, les habitants et les autorités du bassin du Balsas ont accès en temps opportun à des informations climatiques prêtes à l'emploi pour la gestion des risques climatiques, la prévention des catastrophes et la gestion des connaissances; ii) les activités du projet sont gérées et évaluées de manière appropriée, conformément aux règlements nationaux et aux politiques du FIDA et du Fonds vert pour le climat.

C. Théorie du changement

33. Les petits producteurs du bassin du Balsas figurent parmi les groupes de population les plus vulnérables du Mexique, en proie à la pauvreté, aux inégalités et aux effets des changements climatiques. Leur vulnérabilité trouve son origine dans plusieurs facteurs: i) coordination limitée des politiques et stratégies de développement rural, qui n'intègrent pas l'inclusion sociale et la résilience climatique; ii) dégradation, déboisement, pression sur les ressources en eau et occupation des sols inappropriée, ce qui a entraîné la détérioration des sous-bassins, la production de GES et la perte de services écosystémiques – le tout étant exacerbé par les changements climatiques; iii) accès limité à l'assistance technique et faible niveau de productivité et de diversification des systèmes de production; iv) faible inclusion économique des femmes et des jeunes dans le bassin.
34. Le projet est destiné à remédier à ces difficultés et à mettre à profit les possibilités d'amélioration des systèmes de production et de piégeage des GES. Cela permettra: i) d'améliorer les conditions de vie des familles rurales pauvres, autochtones et d'origine afro-mexicaine, en particulier les femmes et les jeunes; ii) de réduire leur vulnérabilité; iii) de renforcer leur résilience climatique. À cette fin, le projet prévoit l'élaboration d'une stratégie intégrée, qui s'articulera autour de ses trois composantes interconnectées. Alors que la composante 1 appuiera la mise en place et le renforcement de la gouvernance climatique et de la planification

participative (au moyen des plans de zonage écologique des microbassins et des plans de développement intégral), la composante 2 permettra, sur la base de ces plans, de proposer des investissements et des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique pour renforcer les systèmes de production, réduire les émissions de GES et développer des filières résilientes. La composante 3 promouvra le recours à une approche factuelle pour la planification et la gestion des risques climatiques, et encouragera la gestion des connaissances, la CSST, la gestion efficace du projet et le suivi-évaluation.

D. Alignement, appropriation et partenariats

35. Le projet contribue à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (inégalités réduites), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs). Il est également conforme au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Mexique pour 2020-2025. S'appuyant sur le modèle opérationnel et le cadre financier de FIDA12, le projet contribuera aux trois objectifs stratégiques du COSOP pour 2020-2025 et appuiera le Gouvernement mexicain afin qu'il puisse se positionner comme un acteur efficace de la CSST.
36. De plus, le projet est aligné sur: i) le Plan national de développement pour 2019-2024; ii) la contribution déterminée au niveau national; iii) la Stratégie nationale 2017-2030 de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts; iv) les priorités fixées par le gouvernement pour le relèvement post-COVID-19, parmi lesquelles figurent la protection des plus vulnérables et l'appui aux systèmes de production alimentaire locaux durables.

E. Coût, avantages et financement

Coût du projet

37. Le coût du projet s'élève à 55 millions d'USD sur huit ans, et un financement additionnel d'un montant de 54 millions d'USD est attendu du Fonds vert pour le climat. Le coût de la composante 1 est estimé à 2,50 millions d'USD, contre 41,9 millions d'USD pour la composante 2 et 8,24 millions d'USD pour la composante 3. Les frais de gestion, estimés à 2,36 millions d'USD, seront pris en charge par le Gouvernement mexicain. Le plan de financement inclut un prêt du FIDA d'un montant de 38,45 millions d'USD (70% du coût total) et une contribution du Gouvernement chiffrée à 13,35 millions d'USD (24%); il existe un déficit sous forme de don destiné à combler le déficit de financement de 3,2 millions d'USD (6%). Le projet couvrira les coûts d'investissement (49,69 millions d'USD, soit 90% du total) et les coûts récurrents (5,3 millions d'USD, soit 10% du total).

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

38. Le plan de financement du projet comprend une contribution du Fonds vert pour le climat, qui s'établit à 54 millions d'USD. Ces fonds supplémentaires permettront d'accroître les investissements en faveur de la résilience climatique (en particulier, l'accès garanti à l'eau), de renforcer les systèmes régionaux d'information sur le climat et d'optimiser la coordination interinstitutionnelle. Ils élargiront également l'impact géographique et la portée démographique du projet.

Financement climatique

39. Sur le montant total accordé par le FIDA, le financement climatique totalise 22 427 000 USD, dont 21 491 000 USD pour l'atténuation et 936 000 USD pour l'adaptation.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Déficit de financement:		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
1. Renforcement des capacités en matière de gouvernance territoriale, d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, grâce à la formulation participative de plans de zonage écologique des microbassins et de plans de développement intégral au niveau des noyaux agraires	1 863	5	485	15	-	147	1	2 495
2. Investissement en faveur de la gestion adaptative des écosystèmes, du renforcement des systèmes de production et du développement de filières résilientes	36 590	95	-	-	-	5 310	40	41 900
3. Mise en place d'un système d'information sur le climat et de dispositifs de gestion des connaissances, de CSST et de suivi-évaluation	-	-	2 715	85	-	5 528	41	8 243
Gestion du projet	-	-	-	-	-	2 362	18	2 362
Total	38 453	100	3 200	100	-	13 347	100	55 000

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Déficit de financement:		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
Dépenses d'investissement								
Subventions	38 453		2 306			8 935		49 694
Total des dépenses d'investissement	38 453	100	2 306	72	-	8 935	67	49 694
Dépenses récurrentes								
Salaires, traitements et dépenses de fonctionnement	-	-	894	28	-	4 412	33	5 306
Total des dépenses récurrentes	-	-	894		-	4 412		5 306
Total	38 453	100	3 200	100	-	13 347	100	55 000

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Année 7</i>		<i>Année 8</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Renforcement des capacités en matière de gouvernance territoriale, d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets, grâce à la formulation participative de plans de zonage écologique des microbassins et de plans de développement intégral au niveau des noyaux agraires	919	37	796	32	580	23	75	3	50	2	25	1	25	1	25	1	2 495	
2. Investissement en faveur de la gestion adaptative des écosystèmes, du renforcement des systèmes de production et du développement de filières résilientes	4 655	11	6 125	15	6 620	16	7 115	17	5 210	12	5 150	12	3 700	9	3 325	8	41 900	
3. Mise en place d'un système d'information sur le climat et de dispositifs de gestion des connaissances	1 194	14	913	11	1 233	15	1 001	12	943	11	943	11	943	11	1 073	13	8 243	
Gestion du projet	296	13	296	13	295	12	295	12	295	12	295	13	295	13	295	12	2 362	
Total	7 064	13	8 130	15	8 728	16	8 486	15	6 498	12	6 413	12	4 963	9	4 718	9	55 000	

Décaissement

40. La plupart des décaissements seront effectués selon la méthode de remboursement fondée sur l'affectation annuelle de ressources extérieures à la CONAFOR, ainsi qu'en fonction des montants effectivement obtenus et préfinancés sous forme de prêt ou de don. Le FIDA décaissera les ressources sous forme de prêt au profit du Trésor mexicain, par l'intermédiaire d'un agent financier, à qui il virera également les ressources sous forme de don, qui seront ensuite déposées sur les comptes de la CONAFOR. Les décaissements seront réalisés conformément à la Lettre à l'Emprunteur et au manuel de décaissement du FIDA, et les demandes de retrait seront soumises sur le Portail clients du FIDA.

Résumé des avantages et analyse économique

41. Sans compter les avantages découlant de la réduction des émissions de GES, le projet atteindra un taux de rentabilité économique d'environ 14,2% et sa valeur économique actuelle nette s'élèvera à 26 millions d'USD, pour un taux d'actualisation de 10%. Dans le scénario incluant les prix de marché des GES, le taux de rentabilité interne est de 15,5%, tandis que la valeur actuelle nette, dont le taux est actualisé à 10%, se monte à 33,9 millions d'USD. Sur la base des prix fictifs proposés dans la méthode de la Banque mondiale, le taux de rentabilité interne du projet se situe entre 25,7% et 39,3%, tandis que la valeur actuelle nette, dont le taux est fixé à 10% dans le scénario à coût social élevé, atteint 159,6 millions d'USD. L'analyse de sensibilité montre que le projet est solide, résistant à une diminution des avantages pouvant aller jusqu'à 20% et à une augmentation des coûts de même ampleur, ce qui traduit un taux de rentabilité économique interne systématiquement supérieur à 10%.

Stratégie de sortie et durabilité

42. La stratégie d'intervention du projet est axée sur la pérennisation des acquis, au moyen des éléments suivants: i) mise en place de mécanismes de gouvernance climatique et d'une plateforme fédérale de coordination interinstitutionnelle, adossée à des mécanismes obligatoires de budgétisation et de planification; ii) intégration d'instruments participatifs d'aménagement du territoire au sein de mécanismes institutionnels au-delà du cycle de projet; iii) élaboration de nouvelles directives pour les règles opérationnelles; iv) accès à des services financiers et collaboration avec le secteur privé pour faciliter l'accès durable au crédit, aux garanties, à l'assurance et à l'épargne.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

43. Les risques et les mesures d'atténuation proposées sont présentés dans la matrice intégrée des risques du projet. Citons notamment les risques liés aux changements institutionnels qui feront suite aux élections fédérales de 2024, lesquels seront atténués grâce à la conception d'instruments à caractère obligatoire destinés à appuyer l'articulation des institutions fédérales participant à l'exécution et à un comité de pilotage de haut niveau dirigé par le Bureau de coordination des conseillers de la présidence, qui facilitera la coordination³. Le risque de défaut de coordination entre les organismes publics sera atténué par des actions de renforcement des capacités et par la création de plateformes de consultation multipartites.

Pour atténuer les risques climatiques, le projet prévoit la mise en place de stratégies d'adaptation qui s'ajustent au contexte géographique et social de chaque communauté. Le risque lié à l'insuffisance des crédits budgétaires annuels sera atténué grâce à la promotion d'une approche budgétaire pluriannuelle pour les opérations du FIDA. Enfin, en cas de retard ou d'annulation du cofinancement du

³ D'ici à 2024, le projet sera dans une large mesure institutionnalisé, les composantes étant exécutées en intégralité sur les crédits budgétaires de la CONAFOR.

Fonds vert pour le climat, l'exécution du projet restera viable et profitera à un nombre réduit de bénéficiaires directs, comme illustré dans l'analyse économique et financière.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Faible	Faible
Passation des marchés au titre du projet	Faible	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

44. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale B. Les activités du projet n'entraîneront pas de dégradation des ressources naturelles ou de perte de biodiversité dans les sous-bassins. Les investissements du projet sont destinés à renforcer les services écosystémiques, ainsi que la résilience et la durabilité des systèmes de production des petits producteurs ruraux, des peuples autochtones et des communautés afro-mexicaines.

C. Classement au regard des risques climatiques

45. Le risque climatique inhérent au projet est élevé, compte tenu des menaces climatiques qui pèsent sur le bassin du Balsas depuis deux décennies. La plupart des investissements en faveur de la réduction de la vulnérabilité climatique seront en principe financés par les ressources du Fonds vert pour le climat, qui seront gérées en parallèle du financement du FIDA. En cas de retard dans l'octroi des financements du Fonds vert pour le climat, le concept du projet met en évidence les investissements prioritaires qui seront financés par le FIDA, déterminés sur la base d'une analyse détaillée des risques climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

46. Selon l'analyse de la soutenabilité de la dette réalisée en novembre 2020 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, la dette publique du Mexique est soutenable, mais exposée à certains risques. Si le Gouvernement atteint ses cibles budgétaires à moyen terme, la dette publique devrait se stabiliser autour de 65% du produit intérieur brut. Une analyse actualisée de la soutenabilité de la dette sera publiée par le Fonds monétaire international une fois achevée la mission de 2021 au titre de l'article IV.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

47. Le Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles délèguera la responsabilité relative à l'exécution du projet à la CONAFOR, qui possède une vaste expérience de l'exécution de projets financés par des bailleurs internationaux et est largement représentée sur le terrain dans le bassin du Balsas. Un comité de pilotage de haut niveau coordonné par la Présidence de la République, par l'intermédiaire du Bureau de coordination des conseillers de la présidence,

regroupera le Secrétariat aux finances et au crédit public, le Secrétariat à l'environnement et aux ressources naturelles, le Secrétariat au bien-être, le Secrétariat à l'agriculture et au développement rural et la CONAFOR.

48. Une équipe technique de projet, située au sein de la CONAFOR, assurera la gestion technique, administrative et fiduciaire. Cette unité bénéficiera du soutien d'une unité de coordination du projet (UCP), administrée par la CONAFOR ou une organisation internationale possédant les compétences et l'expérience administrative requise pour stimuler l'exécution du projet. Outre cette unité centrale, l'UCP disposera de trois unités régionales dans la zone d'intervention du projet.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

49. **Gestion financière.** L'unité des affaires internationales et du développement financier de la CONAFOR, en coordination avec l'agent financier désigné par le Secrétariat à la fonction publique, se chargera de la gestion financière. Parmi ses principales fonctions, l'unité se chargera d'établir les plans de travail et budgets annuels et de les soumettre au FIDA; de veiller à la mise en place de mesures de contrôle interne actualisées et de manuels financiers exhaustifs; d'administrer un système comptable approprié; de communiquer l'information financière aux différents points d'étape; de préparer les états financiers annuels; de coordonner les audits; d'organiser la passation des marchés.
50. **Audit et gouvernance.** Les comptes du projet feront chaque année l'objet d'un audit par un cabinet d'audit privé. Il sera effectué conformément aux normes internationales d'audit et au manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds. Le rapport d'audit consolidé sera soumis au FIDA au plus tard six mois après la clôture des comptes de l'exercice budgétaire précédent.
51. **Passation des marchés.** Les modalités de passation des marchés relèveront de la responsabilité de la CONAFOR, qui suivra les procédures et règlements nationaux. Le FIDA se réserve le droit de procéder à l'examen préalable de certains processus de passation de marchés. Les plans de passation des marchés seront établis conformément aux modèles standard du FIDA. Les demandes d'avis de non-objection seront traitées dans le Système de suivi des avis de non-objection du FIDA et les contrats seront enregistrés sur le Portail clients du FIDA.
52. Les mesures de gouvernance porteront notamment sur le respect de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. La conformité fiduciaire du projet sera examinée au cours des missions de supervision directe du FIDA.

Participation des bénéficiaires

53. Le recueil du consentement libre, préalable et éclairé des communautés autochtones et d'origine afro-mexicaine dans les noyaux agraires garantira leur participation entière et efficace à la conception, à l'élaboration et à l'exécution des activités du projet. Conformément au Cadre des retours d'information opérationnels des bénéficiaires du FIDA, le projet fera la promotion de la bonne gouvernance, de la responsabilité et de la participation éclairée des bénéficiaires à travers tout le cycle de projet, tout en s'appuyant sur son plan de recueil du consentement libre, préalable et éclairé.

Traitement des doléances

54. Un mécanisme de traitement des doléances sera mis en place pour garantir que les bénéficiaires ne pâtissent aucunement des activités du projet. Le mécanisme d'aide aux citoyens de la CONAFOR, sous-tendu par le cadre juridique national, constitue l'instrument de prise en charge et de résolution des éventuelles réclamations.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

55. Le projet sera adossé à un système de planification et de suivi-évaluation, fondé sur une approche de gestion axée sur les résultats. Le cadre logique sera utilisé pour assurer le suivi des résultats escomptés et stimuler la communication. La gestion et le partage des connaissances et la CSST sont au cœur de la stratégie d'intervention.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

56. Les principaux éléments d'innovation susceptibles d'être transposés à plus grande échelle sont les suivants: i) adoption d'une approche de résilience climatique par le biais du Programme d'appui pour un développement forestier durable, exécuté par la CONAFOR; ii) transfert de technologies destinées à améliorer les systèmes de production et la gestion des ressources naturelles; iii) création et capitalisation de fonds parallèles pour mobiliser des financements auprès d'acteurs privés; iv) définition du concept de « microbassins modèles » en vue d'une reproduction à l'échelle des sous-bassins; v) élaboration de nouvelles directives pour les règles opérationnelles de la CONAFOR et d'autres entités publiques/programmes dans le bassin; vi) inclusion des petits exploitants dans l'établissement de systèmes de production résilients et de filières rémunératrices.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

57. Le projet devrait démarrer début 2022, après signature de l'accord de financement (la ratification par le Parlement n'est pas nécessaire). Pour faciliter le lancement du projet, la CONAFOR garantira la marge de manœuvre budgétaire requise pour la première année et la création de l'UCP.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

58. Le FIDA assurera la supervision directe du projet, en coordination avec les entités publiques participantes. Des missions dirigées par le FIDA examineront les progrès accomplis au regard des objectifs du projet, la performance d'exécution et le respect des conditions contractuelles. Au moins une mission de supervision et une mission d'appui à l'exécution seront conduites chaque année, tandis qu'une mission d'examen à mi-parcours sera menée au cours de la troisième année d'exécution. Une mission d'achèvement sera réalisée pour préparer la clôture technique et administrative du projet, ainsi que l'élaboration du rapport d'achèvement du projet. Ce rapport sera précédé d'un sondage final et sera complété par des consultations avec les parties prenantes.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

59. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
60. Les États-Unis du Mexique sont habilités, en vertu de leurs lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-huit millions quatre cent cinquante-trois mille dollars des États-Unis (38 453 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement

(Negociaciones concluidas el 23 de noviembre 2021)

Número del Préstamo: [Insertar número]

Proyecto Cuenca Balsas: Reduciendo la vulnerabilidad climática y las emisiones mediante medios de vida sostenibles (el "Proyecto")

celebrado entre

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP) (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes").

PREÁMBULO

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo contribuir al financiamiento del Proyecto y el Fondo ha aceptado proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo;

CONSIDERANDO que el Prestatario acepta que las actividades del Proyecto sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

EI FIDA ACUERDA conceder un préstamo de sus propios recursos al Prestatario por la cantidad de treinta y ocho millones cuatrocientos cincuenta y tres mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 38 453,000) para apoyar la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio; y

las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), los Compromisos especiales (Anexo 3) y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en diciembre de 2020 (las "Condiciones Generales").

2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, previa notificación al Prestatario, salvo que se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. A raíz del presente Convenio, el Fondo proporcionará al Prestatario un préstamo (la "Financiación" o "Préstamo"), que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de treinta y ocho millones cuatrocientos cincuenta y tres mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 38 453,000).
2. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el USD.
3. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y tiene un plazo de reembolso de 24.5 años, incluido un periodo de gracia de 5 años que comenzará a partir de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de los fondos.
4. El Préstamo estará sujeto a pagos de interés sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso al tipo de interés variable de referencia de FIDA con un diferencial variable.
5. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año.
6. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto. El capital será pagadero en 39 plazos semestrales comenzando 5 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.
7. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto y otras dependencias y entidades integrantes del gobierno de México tales como la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT), Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural (SADER), Comisión Nacional del Agua (CONAGUA), Secretaría de Bienestar (BIENESTAR) y gobiernos locales, destinarán un monto estimado de trece millones trescientos cuarenta y siete mil dólares de Estados Unidos de América (USD 13 347,000) (aporte local) para apoyar el logro de los objetivos del Proyecto.
8. El monto del Préstamo se desembolsará al Prestatario siguiendo los procedimientos del FIDA.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Comisión Nacional Forestal (CONAFOR), Organismo Público Descentralizado del Gobierno Federal sectorizado a la SEMARNAT.
2. El agente financiero mandatado por el Prestatario, que llevará a cabo la administración del Préstamo y la supervisión del Proyecto junto con el FIDA, será Nacional Financiera, S.N.C., I.B.D. ("NAFIN" o "Agente Financiero").
3. El Organismo Responsable del Proyecto conjuntamente con el Fondo y NAFIN, llevarán a cabo la Revisión a Mitad de Periodo como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión a Mitad de Periodo de la ejecución del Proyecto.
4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el octavo aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio y la Fecha de Cierre de la Financiación será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario. La Fecha de Cierre de la Financiación se establecerá según lo especificado en las Condiciones Generales.

5. La adquisición de bienes, obras y servicios financiados por los recursos del Préstamo se realizará de conformidad con las disposiciones de los reglamentos de adquisiciones del Prestatario, en la medida en que sean compatibles con las Directrices de adquisiciones del FIDA.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de la cuenta del Préstamo, así como la elegibilidad del gasto y los desembolsos correspondientes; asimismo supervisará el Proyecto junto con el Prestatario.

2. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, utilizará de conformidad con la normatividad vigente aplicable en los Estados Unidos Mexicanos, los procedimientos en materia de adquisiciones y auditorías establecidos para dichos efectos por la Secretaría de la Función Pública (SFP), o por la instancia facultada para estos efectos por el Gobierno Federal y en cumplimiento con los requisitos de auditoría del FIDA.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera motivo para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio que:

a) cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Adicionalmente a las Condiciones Generales previstas, se considera que son condiciones específicas adicionales para el retiro de fondos de la cuenta del Préstamo:

a) Que el MOP haya sido aprobado por el Fondo;

b) Que se haya designado al personal del Equipo Técnico del Proyecto (ETP), incluyendo el responsable administrativo y financiero;

c) Que el Prestatario, a través del Agente Financiero, haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y Ejecución del Proyecto.

3. a) Las siguientes disposiciones de las Condiciones Generales no se aplicarán a este Convenio: i) Sección 7.05 b); y ii) Sección 8.05.

b) Las siguientes disposiciones constituyen excepciones a las Condiciones Generales: i) el Plan Operativo Anual (POA) será presentado a más tardar treinta (30) días naturales después del inicio de cada ejercicio fiscal del Prestatario (Sección 7.01 b); ii) el Informe Final se presentará a más tardar noventa (90) días naturales después de la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 8.04); iii) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto mantendrá registros y documentación durante al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Terminación del Proyecto (Sección 8.01); y iv) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, conservará las cuentas y registros por al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 9.01);

- c) Conforme a lo que establece la Sección 8.03 a) de las Condiciones Generales, los informes de avance del Proyecto serán presentados dentro de los sesenta (60) días naturales posteriores a la conclusión de cada semestre calendario.

4. El Prestatario designa a NAFIN como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales para desempeñar las siguientes funciones: tramitar ante el FIDA las solicitudes de desembolsos del Préstamo, presentar cualquier documentación relacionada con el Proyecto que requiera su autorización; solicitar modificaciones al Convenio de Financiación.

5. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Presidente
Fondo Internacional
de Desarrollo Agrícola

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Crédito Público
Secretaría de Hacienda y Crédito Público

6. Se indican a continuación las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Crédito Público
Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Insurgentes Sur No. 1971, Torre III, Piso 7, Plaza Inn.
Col. Guadalupe Inn, C.P. 01020, Demarcación Territorial Álvaro Obregón.
Ciudad de México, México.

Por el Fondo:

Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, ha sido preparado en idioma español en tres (3) copias originales, una (1) para el Fondo y dos (2) para el Prestatario y entrará en vigor conforme a la Sección 13.01 de las Condiciones Generales.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

María del Carmen Bonilla Rodríguez
Titular de la Unidad de Crédito Público

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Gilbert F. Houngbo
Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

1. Descripción del Proyecto

1. *Área del Proyecto.* El Proyecto se implementará en la Cuenca del Balsas, que abarca los estados de Guerrero, Jalisco, México, Michoacán, Morelos, Oaxaca, Puebla y Tlaxcala, y algunas microrregiones de otros estados colindantes como la Ciudad de México, siendo elegibles 356 municipios por tener altos niveles de pobreza y vulnerabilidad climática, así como presencia de población indígena y afro-mexicana. Del universo de municipios elegibles, el Proyecto focalizará sus acciones en los 112 municipios que se identificaron de muy alta prioridad, los cuales en su mayor proporción están situados en Guerrero y Oaxaca, mismas que se incluyen en el MOP.

2. *Población-objetivo y beneficiarios del Proyecto.* La población objetivo comprende a pequeños productores rurales en situación de pobreza, indígenas y afro-mexicanos presentes en el área de intervención. Los grupos objetivos están compuestos por población de: (i) comunidades y ejidos (NA) que realizan sus actividades productivas en torno a las actividades agropecuarias y forestales, así como sus pobladores con y sin certificado de posesión de la tierra; (ii) organizaciones formales o informales de los pobladores de los NA, que realizan actividades económicas, principalmente las relacionadas con las cadenas de valor forestales (maderables y no maderables); (iii) mujeres y jóvenes, en particular que no son ejidatarias ni avecindadas; y (iv) algunos pequeños propietarios privados, interesados en participar en las actividades elegibles de acuerdo con las Reglas de Operación del Programa de Apoyos para el Desarrollo Forestal Sustentable (PADFS) de la CONAFOR.

3. *Meta.* La meta del Proyecto es contribuir a reducir la vulnerabilidad de la población rural pobre ante el cambio climático, recuperar o conservar los ecosistemas y sus servicios, y fortalecer los sistemas de producción de la Cuenca del Balsas.

4. *Objetivo de desarrollo.* El objetivo de desarrollo del Proyecto es aumentar la capacidad productiva, así como la participación en el mercado de las familias rurales e indígenas pobres, en particular las mujeres y los jóvenes, así como reducir la emisión de gases de invernadero (GEI), mediante la promoción de sistemas productivos resilientes y sostenibles, con el fin de mejorar sus medios de vida.

5. *Componentes.* El Proyecto se estructura en torno a tres componentes: 1) Fortalecimiento de capacidades para la gobernanza territorial y la mitigación y adaptación al cambio climático; 2) Inversión para el manejo adaptativo de ecosistemas, fortalecimiento de los sistemas productivos y desarrollo de cadenas de valor resilientes; y 3) Desarrollo del sistema de información climática, gestión del conocimiento y CSST, seguimiento y evaluación.

5.1 Componente 1: Fortalecimiento de capacidades, a través de la formulación participativa de Planes de Ordenamiento Ecológico a nivel de Microcuenca (POEM) y Planes de Desarrollo Integral (PDI) para la gobernanza territorial y la mitigación y adaptación al cambio climático.

El objetivo de este componente es generar las condiciones necesarias en los Núcleos Agrarios (NA) y en las instituciones (estatales y federales) y sus políticas para promover el incremento de la productividad y el valor agregado de los sistemas productivos de los NA y su acceso al mercado e integración en cadenas de valor, mediante el ordenamiento y desarrollo territorial que responda a las condiciones de marginación y vulnerabilidad climática en las microcuencas priorizadas. Consiste en la priorización de NA y microcuencas en cada subcuenca y la formulación participativa de Planes de Ordenamiento Ecológico a

nivel de Microcuenca (POEM) y Planes de Desarrollo Integral (PDI) a nivel de los NA. Estos instrumentos de planificación tendrán un enfoque de manejo integrado del territorio y establecerán las acciones para reducir las emisiones de GEI, aumentar los almacenes de carbono e incrementar la resiliencia de los ecosistemas y los sistemas productivos al cambio climático, lo que permitirá a su vez mejorar los medios de vida de la población en condiciones de vulnerabilidad. Además, se fortalecerá la gobernanza territorial local para la implementación de dichos planes, incorporando los conocimientos tradicionales y garantizando la consulta a las comunidades indígenas y afro-mexicanas, así como la participación de las mujeres y los jóvenes. En paralelo, y a nivel institucional, el componente apoyará la coordinación multisectorial y la integración del enfoque climático en las políticas públicas y programas que intervienen en las microcuencas. Finalmente, a través del componente se fortalecerán las capacidades de los sistemas de extensión y transferencia de tecnología (SETC) para contribuir a la mitigación y adaptación al cambio climático.

5.2 Componente 2: Inversión para el manejo adaptativo de ecosistemas, fortalecimiento de los sistemas productivos y desarrollo de cadenas de valor resilientes.

El objetivo de este componente es fortalecer la sostenibilidad de los sistemas productivos de los pequeños productores forestales (de los sistemas adaptativos de silvicultura/agroforestería/silvopastoril) y de los pueblos indígenas y afro-mexicanos, y mejorar su participación en el mercado. Lo anterior, a través de mejorar los servicios de los ecosistemas, incrementando su capacidad de resiliencia. El componente consiste en inversión y asistencia especializada, el desarrollo de proyectos orientados al fortalecimiento de los sistemas productivos (sistemas adaptativos de silvicultura/agroforestería/silvopastoril) y el desarrollo de las cadenas de valor, con un enfoque de diversificación productiva y resiliencia al cambio climático, a través para la implementación de los POEM y PDI orientada hacia la conservación, restauración y manejo sustentable de los ecosistemas bajo el enfoque de adaptación basada en ecosistemas (AbE). Esto permitirá que los NA y sus sistemas productivos sean más resilientes y mejor articulados a las cadenas de valor en que participan, así como fortalecer las funciones hidrológicas y otros servicios ecosistémicos de las microcuencas y subcuencas priorizadas, y las capacidades de adaptación de las comunidades en condiciones de vulnerabilidad.

El financiamiento de los POEM y PDI tendrá dos fuentes principales, de una parte, los recursos del Programa de Apoyo para el Desarrollo Forestal Sustentable, previstos en sus Reglas de Operación de la CONAFOR, y, por otra parte, el acceso a recursos de crédito para la operación de los proyectos productivos generadores de empleo e ingreso para la población objetivo del Proyecto.

El componente consiste en inversión y asistencia especializada para la implementación de los POEM y PDI orientada hacia la ejecución de proyectos de:

- Conservación activa de áreas forestales (pago por servicios ambientales), restauración de áreas forestales degradadas (conservación y restauración de suelos y reforestación) y manejo sustentable de los ecosistemas (Manejo forestal comunitario);
- El fortalecimiento de los sistemas productivos (sistemas adaptativos de silvicultura/agroforestería/silvopastoril);
- El desarrollo de las cadenas locales de valor, con un enfoque de diversificación productiva y resiliencia al cambio climático.

Dichos proyectos serán ejecutados y conforme a los términos establecidos en las Reglas de Operación de la CONAFOR, y serán monitoreados y se les dará seguimiento conforme a los sistemas con los que cuenta la CONAFOR.

5.3 **Componente 3: Desarrollo del sistema de información climática, gestión del conocimiento y CSST, seguimiento y evaluación**

El objetivo de este componente es contribuir al fortalecimiento de la capacidad de los actores locales e instituciones, para reducir la vulnerabilidad de los habitantes de la Cuenca ante el cambio climático, contribuyendo de esa manera a la eficiencia de los sistemas productivos de los NA y su acceso al mercado e integración en cadenas de valor. Lo anterior, a través de la adopción y escalamiento de buenas prácticas e innovaciones derivadas del Proyecto. El componente consiste en el fortalecimiento e integración de diferentes sistemas de información relativos a temas climáticos, productivos y de manejo de los recursos naturales, con su aplicación en términos prácticos, así como los sistemas de alerta temprana, para apoyar las acciones y capacidades de los NA de anticipar, prevenir y adaptación a los riesgos climáticos en la implementación de los componentes 1 y 2 del Proyecto. También incluye la evaluación y seguimiento, la gestión de conocimientos y la administración del Proyecto.

Estos sistemas ayudarán al seguimiento y ejecución de los proyectos desarrollados en el componente 2.

6. Considerando que, el plan de financiamiento del Proyecto se completa con un donativo a ser cubierto para la operatividad del Proyecto (estimado en un monto total de US\$ 3.2 millones), las actividades a ser financiadas con dicho donativo, las cuales están vinculadas con la planificación del componente 1 y las de coordinación e implementación del componente 3, se realizarán siempre y cuando se cuente con los recursos de donación necesarios.

2. Disposiciones de ejecución

1. *Organismo Responsable del Proyecto.* La CONAFOR será el organismo ejecutor, con base en su estructura central en Zapopan (Jalisco). La Unidad de Asuntos Internacionales de Hacienda (UAIH), será responsable del seguimiento a la administración del financiamiento del FIDA, a través del Agente Financiero que sea definido por la SHCP, para el seguimiento y administración del Proyecto. A nivel estatal, el Proyecto operará con apoyo de las representaciones de la CONAFOR en las entidades federativas que considera el Proyecto. Esto asegurará la participación de las instituciones federales activas en la Cuenca y facilitará la participación a nivel municipal.

2. *Comité directivo de alto nivel:* Coordinado por la Presidencia de la República a través de la Coordinación de Asesores (CAP). Con la participación de los titulares de SHCP, SEMARNAT, BIENESTAR, SADER y del titular de la CONAFOR. Con responsabilidad de coordinación y dirección entre las entidades participantes para asegurar la orientación estratégica del Proyecto.

3. *Comité técnico operativo:* Este comité será responsable de la coordinación y orientación técnica y operativa del Proyecto entre los programas prioritarios y entidades que lo conforman; para la programación de apoyos/inversiones en el área de influencia del Proyecto y en coordinación con la CONAFOR. Su integración y funcionamiento se detallará en el Manual Operativo del Proyecto.

4. *Equipo Técnico del Proyecto.* Se creará un Equipo Técnico del Proyecto (ETP) dentro de la CONAFOR, el cual llevará a cabo la gestión integral de los aspectos técnicos, administrativos, fiduciarios y de adquisiciones de la implementación del préstamo bajo las regulaciones establecidas por el Gobierno, el FIDA y otros financiadores. Para la conformación del ETP, la CONAFOR designará personal de estructura que asumirá las funciones del Proyecto en roles de: Coordinación General del Proyecto; Coordinación de Planeación, Evaluación y Monitoreo; Coordinación del Ordenamiento territorial y coordinación interinstitucional; Coordinación de los planes de inversión y otros que considere necesarios. La conformación del ETP será comunicada a FIDA.

5. La gestión financiera estará a cargo de la CONAFOR a través de la Gerencia de Financiamiento adscrita a la Unidad de Asuntos Internacionales y Fomento Financiero (UAIFF), en coordinación con la Gerencia de Programación y Presupuesto adscrita a la Unidad de Administración y Finanzas.

6. *Unidad Técnica y Administrativa Coordinadora del Proyecto.* Se creará una Unidad para la coordinación y apoyo a la implementación de Proyecto (UCP), en el caso de que se cuente con los recursos de donación previstos en el plan de financiamiento del Proyecto, que pudiera ser administrada por la misma CONAFOR o por una entidad u organización internacional con experiencia en la gestión de proyectos (lo cual se definirá conforme se cuente con recursos de la donación). La función de esta Unidad sería facilitar la coordinación interinstitucional en la región de intervención, reforzar la capacidad de planificación y focalización de las inversiones del Proyecto y de otros programas de Gobierno en las áreas más sensibles (pobreza y riesgos climáticos) y fortalecer los sistemas de extensión existentes. La UCP contará con tres unidades regionales: una para Oaxaca, Puebla y Tlaxcala. Otra para Guerrero, Morelos, Ciudad de México, y Estado de México y, otra para Michoacán y Jalisco.

7. *Agente Financiero.* NAFIN actuará como Agente Financiero designado por el Prestatario, como responsable de la administración de los recursos del Préstamo para los propósitos de este Convenio, llevará a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución del Proyecto", que incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta del Préstamo.

8. *El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.* Será formalizado entre la SHCP, NAFIN y CONAFOR. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto y la administración del Préstamo.

9. *Manual de Operaciones del Proyecto (MOP).* La CONAFOR ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio, sus Reglas de Operación, las de los Programas prioritarios integrados al Proyecto y al Manual de Operaciones (MOP). El manual debe establecer las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto por parte del Prestatario, a través de la CONAFOR, y debe contener, entre otros los siguientes temas: i) contexto legal y organizativo; ii) descripción del Proyecto, sus componentes y cobertura; iii) organización para la ejecución y funciones por nivel; iv) mecanismo de implementación de los componentes y ciclo de planes y sub-proyectos; v) administración de recursos financieros; vi) adquisiciones y contrataciones; vii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

10. Si fuera necesario, la CONAFOR, a través del Agente Financiero, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categoría de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo a los recursos del Préstamo y la asignación de los montos por categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en la Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
Apoyos	38 453,000	100%, excluyendo el aporte local y el de los beneficiarios
Total	38 453,000	

2. La categoría en el cuadro de asignaciones considera el concepto Apoyos, como aquel recurso utilizado para la ejecución de proyectos productivos a favor de la población objetivo del Proyecto, conforme a las Reglas de Operación de los programas ejercidos por la CONAFOR.

El detalle de esta definición se incluirá en el MOP.

Anexo 3

Compromisos especiales

1. *Planificación, seguimiento y evaluación.* La CONAFOR fortalecerá desde el inicio de su operación, un sistema de planeación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento (PSEGC) que tenga como finalidad el uso de información para gestionar y mejorar la operación del mismo Proyecto, disponer de recursos que permitan escalar y replicar las innovaciones y aprendizajes en otros planes de trabajo similares en la entidad y el país.
2. *Cumplimiento con los Procedimientos de Evaluación Ambiental y Climática Social (PESAC).* El Prestatario, a través de la CONAFOR con el apoyo de otras instituciones involucradas, se asegurará de que el Proyecto se implemente de conformidad con el PESAC del FIDA y el marco jurídico nacional, más específicamente, de que se tomen las siguientes medidas: : (a) Implementación y monitoreo del "Plan de Gestión Ambiental y Social (PGAS)" a ser mutuamente acordado con FIDA en los primeros seis (6) meses de ejecución de Proyecto, en alineamiento con las salvaguardas ambientales y sociales de FIDA (Borrador inicial: Apéndice 2 de PESAC) y (b) Implementación y monitoreo de "Plan de Implementación del Consentimiento, Libre, Previo e Informado (CLPI)" a ser mutuamente acordado con FIDA en los primeros seis (6) meses de ejecución del Proyecto, en alineamiento con la Política de FIDA de actuación en relación con los pueblos indígenas (Borrador inicial Anexo11 de PDR).
3. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario, a través de la CONAFOR, deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de Prevención del Fraude y la Corrupción en sus Actividades y Operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.
4. *Procedimiento de reclamaciones del FIDA por presunto incumplimiento de sus políticas sociales y ambientales y aspectos obligatorios de sus procedimientos de evaluación social, ambiental y climática.* El MOP incluirá referencia al Procedimiento de quejas del FIDA cuyo objetivo es permitir que las personas y las comunidades se comuniquen directamente con el FIDA y presenten quejas si creen que el Proyecto no está cumpliendo con las normas SECAP.
5. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario, a través de la CONAFOR, y las Partes del Proyecto se asegurarán de que el Proyecto se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta al acoso sexual, la explotación sexual y el abuso, según se modifique periódicamente.
6. *El Personal Clave del Proyecto es:* El Coordinador General del Proyecto; Responsable de Planeación, Evaluación y Monitoreo; Responsable de ordenamiento territorial y coordinación interinstitucional; Responsable de planes de inversión para el fortalecimiento de los sistemas productivos y el desarrollo de las cadenas de valor; Responsable de la Gestión Financiera del Proyecto; Enlaces Técnicos Operativos en las Promotorías de Desarrollo Forestal.
7. En el caso de que se constituya la UCP, por haberse recibido los recursos de donación para la ejecución del Proyecto, y que la CONAFOR administre dicha UCP, se utilizarán los recursos de donación para contratar al personal requerido. FIDA y CONAFOR acordarán los perfiles del equipo de la UCP, los cuales formarán parte integral del MOP. La contratación del equipo de la UCP se realizará bajo procesos competitivos y la continuidad de los contratos considerará el buen desempeño de los mismos.

Logical framework

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
Alcance	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				SyE	Anual	CONAFOR	Buena capacidad de ejecución y recolección de información. El tamaño de hogar es de 3.6 personas/hogar (S) de acuerdo con el Censo 2020
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	49480	141372				
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				SyE	Anual	CONAFOR	
	Hogares - Hogares	0	13744	39270				
	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				SyE	Anual	CONAFOR	
	Hombres - Hombres	0	12370	35343				
	Mujeres - Mujeres	0	8246	23562				
	Jóvenes - Jóvenes	0	6184	17672				
Población indígena PI	0	12370	35343					
Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	20616	58905					
Meta Contribuir a reducir la vulnerabilidad al cambio climático de la población, los ecosistemas y de los sistemas productivos en la Cuenca Balsas	Hogares que incrementan su índice de activos en el hogar				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	Las prioridades de gobierno siguen alineadas al proyecto. Fuerte apoyo político a la concurrencia institucional para reducir la pobreza e incrementar la resiliencia de la población vulnerable en la Cuenca. El ejecutor cuenta con recursos presupuestarios para la ejecución de proyecto y para la medición de indicadores climáticos y de género. El levantamiento de información en tiempo y forma
	Hogares - Porcentaje (%)	0	8	15				
Objetivo de desarrollo Aumentar la capacidad productiva, así como la participación en el mercado de las familias rurales e indígenas pobres, en particular las mujeres y los jóvenes, así como reducir la emisión de gases de invernadero, mediante la promoción de sistemas productivos resilientes y	3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas							Las prioridades de gobierno siguen alineadas al proyecto. El ejecutor cuenta con recursos presupuestarios para la ejecución de proyecto y para la medición de indicadores climáticos, de género y nutrición. El levantamiento de información en tiempo y forma.
	Hectares of land - Superficie (ha)	0		129267				
	tCO2e/20 años - Número	0		3526711				
	tCO2e/ha - Número	0		27.28				
	tCO2e/ha/año - Número	0		1.36				
	Porcentaje de hogares beneficiarios del proyecto con mayor resiliencia				SyE/ Score card de	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
hogares beneficiarios con mayor resiliencia - Porcentaje (%)	0	30	60					

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
sostenibles, con el fin de mejorar sus medios de vida					resiliencia			
	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	21156	127234				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	30	90				
	Hogares (número) - Hogares	0	5876	35343				
	2.2.5 Organizaciones de productores rurales que señalan un aumento de las ventas				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
Porcentaje de organizaciones de productores rurales - Porcentaje (%)	0	30	60					
Efecto directo Efecto 1.1 Planes de Ordenamiento Ecológico de Microcuencas y Planes de Desarrollo Integral son aprobados e integran instrumentos de mitigación y adaptación al cambio climático y su ejecución genera la adopción de prácticas sostenibles y resilientes por las personas/hogares	SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	Estructura comunitaria sólida de comunidades rurales establecidas en NA Experiencia de la CONAFOR como ejecutor de proyectos FIDA y de otros socios, con enfoques innovadores para incluir grupos vulnerables
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	7421	42411				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	15	30				
	Hogares (número) - Hogares	0	2061	11781				
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	36000	81252				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	20	60				
	Hogares - Hogares	0	7800	23560				
Efecto directo Efecto 1.2 Mecanismos de coordinación institucional y sistemas de extensión y transferencia de tecnologías integran estrategias de mitigación y adaptación e inclusión de las poblaciones vulnerables	Política 3 Leyes, reglamentos, políticas o estrategias existentes o nuevas propuestas a los encargados de formular las políticas para su aprobación, ratificación o modificación				SyE	Anual	CONAFOR	Estructura comunitaria sólida de comunidades rurales establecidas en NA Experiencia de la CONAFOR como ejecutor de proyectos FIDA y de otros socios, con enfoques innovadores para incluir grupos vulnerables
	Número - Número	0	1	3				
Efecto directo Efecto 2.1 Ecosistemas forestales restaurados para la conservación de servicios ambientales y protección de	Áreas de recuperación ambiental con un incremento en el Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada (NDVI) [Número de hectáreas]				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	El Gobierno, el sector privado y las organizaciones civiles, logran niveles de organización por subcuencas
	Áreas de tierra - Superficie (ha)	0	20000	46159				
	Fondos Concurrentes nuevos y/o fortalecidos						CONAFOR	

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
recursos hídricos y de la biodiversidad	fondos - Número	0	1	3	SyE COI	Evaluación de MT y final		
	Organizaciones locales (NA + otros) que cumplen con más de 80% de las metas físicas establecidas en los PDI				SyE	Anual	CONAFOR	
	Número - Organización	0	60	135				
Efecto directo Efecto 2.2 Los núcleos agrarios incrementan su producción resiliente, agregación de valor y comercialización en base a sistemas silvícolas, agroforestales, silvopastoriles y producción de traspatio	1.2.4 Hogares que señalan haber logrado un aumento en la producción				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	El Gobierno, el sector privado y las organizaciones civiles, logran niveles de organización por subcuencas
	Miembros del hogar - Núm. personas	0	42000	84823				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	30	60				
	Hogares - Hogares	0	11000	23562				
	1.2.3 Hogares que señalan sufrir menos escasez de agua en relación con las necesidades para la producción				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
	Hogares - Porcentaje (%)							
	Hogares - Hogares	0	100	200				
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	360	720				
	IE.2.1 Individuos que presentan una mejora de empoderamiento				SyE COI	Evaluación de medio término y final	CONAFOR	
	Población indígena - Porcentaje (%)	0	20	35				
	Población indígena - Población indígena	0	2474	12370				
	Jóvenes - Porcentaje (%)	0	5	10				
	Jóvenes - Jóvenes	0	310	1767				
	Número total personas-Porcentaje (%)		43%	70%				
	Número total de personas - Número		8968	41233				
Mujeres - Porcentaje (%)	0	15	25					
Mujeres - Mujeres	0	1237	5890					
Hombres - Porcentaje (%)	0	40	60					
Hombres - Hombres	0	4948	21205					
Efecto directo Efecto 3.1 Los productores, habitantes y autoridades de la Cuenca del Balsas disponen de información climática oportuna y pertinente para la gestión de los riesgos climáticos, la prevención	Productores, habitantes y autoridades que reportan haber usado información de sistemas agroclimáticos y alerta temprana para la toma de decisiones (desagregado por usuario)				SyE COI	Anual a partir de año 2	CONAFOR	La información del tipo climática y de emergencia está disponible a nivel de cada subcuenca. Existe coordinación gubernamental e institucional a nivel de cuenca.
	Productores - Número de personas	0	3000	7000				

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Responsabilidad	
de desastres y la gestión de los conocimientos								

Integrated project risk matrix

Contexto nacional	Substancial	Moderado
Compromiso político	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>La situación política del país representa un riesgo substancial en relación con un posible retraso o reversión de los compromisos políticos (en particular, la entrega de la financiación de la contraparte en los plazos previstos) necesarios para el éxito del proyecto. Si bien el proyecto contará con un amplio respaldo político en sus primeros años de implementación, en el año 2024, durante la implementación del proyecto, habrá elecciones federales (Presidencia de la República y Congreso Federal), que podrían llevar a cambios en las prioridades expresadas en el Plan Nacional de Desarrollo 2019-2024, así como en los arreglos institucionales y en el respaldo de alto nivel que hoy día el proyecto tiene de la Oficina de Coordinación de Asesores de la Presidencia de la República (CAP) como actor clave en el diálogo político entre las distintas entidades públicas involucradas en la implementación del proyecto. Cuando ocurra el cambio de gobierno, el proyecto se habrá institucionalizado y, en lo fundamental, podrá operar con los mecanismos financieros y operativos del organismo ejecutor (CONAFOR).</p>	Substancial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Las medidas de mitigación incluyen la flexibilidad del proyecto para ajustarse a los posibles cambios político-institucionales a lo largo de su período de implementación, ello se hará a través del diálogo continuo de alto nivel para aportar información y evidencias suficientes que permitan a los tomadores de decisiones priorizar y orientar en conjunto el gasto público en el área del proyecto. El proyecto fortalecerá las instancias locales y federales de concertación y toma de decisión, generando acciones de sostenibilidad de la intervención bottom up desde las comunidades y ejidos, municipios y gobiernos estatales. Durante la formulación del proyecto, el FIDA ha puesto especial énfasis en el diseño de instrumentos vinculantes que faciliten la articulación entre las instituciones federales involucradas en la implementación del proyecto, apoyando al ente ejecutor en el diseño de convenios interinstitucionales y planes de trabajo específicos para cada territorio. La conformación de un Comité de alto nivel permitirá también mantener un diálogo con la CAP, el cual facilitará la articulación entre las diferentes entidades y programas prioritarios del PND y la conducción estratégica del proyecto en el arranque y sus primeros años de implementación. El proyecto además se ha identificado como uno de los instrumentos para dar cumplimiento al trigger/disposición 6.4: mechanism to coordinate, guide, and prioritize binding climate-smart development actions in the most vulnerable municipalities, asociado a un nuevo crédito de Política del Banco Mundial de USD750 millones. Además, en una reciente reunión entre los Presidentes Biden y AMLO, el Gobierno de México ha identificado al proyecto como un elemento en la negociación de un potencial acuerdo sobre la agenda de reducción de emisiones en la Cuenca del Balsas, que además es una zona expulsora de migrantes. Ambos aspectos aportan un fundamento importante para la sostenibilidad del proyecto pues enlazan la implementación del programa a compromisos de política al más alto nivel.</p>		
Gobernanza	Substancial	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Aunque México se caracteriza por un nivel de gobernanza relativamente avanzada en la región de LAC, al contar con una bien definida separación de poderes, sistemas públicos de fiscalización, transparencia de la información sobre normas administrativas, reglamentos de programas de apoyo y procedimientos para la toma de decisiones gubernamentales, el proyecto trabajará con diferentes niveles institucionales, incluidos gobiernos estatales y municipales con diferentes capacidades, lo que significa un riesgo</p>	Substancial	Bajo

substantial para la implementación efectiva de los arreglos institucionales previstos en el diseño del proyecto.		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Las medidas de mitigación incluyen el fortalecimiento de capacidades institucionales en los distintos niveles de gobierno, sistemas de control y plataformas de coordinación y convergencia interinstitucional. Además, se enfatizará el diálogo de políticas para asegurar flujos de información y evidencia suficiente que permitan a los tomadores de decisiones priorizar y orientar en conjunto el gasto público en el área del proyecto. De igual manera, el apoyo de la CAP será relevante para impulsar acciones con la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (Subsecretaría de Egresos, Unidad de Crédito Público y Unidad de Asuntos Internacionales), para propiciar la asignación de los recursos necesarios en los presupuestos anuales de la CONAFOR y dependencias que concurrirán en la Cuenca del Balsas. Al mismo tiempo, la CONAFOR cuenta con una experiencia consolidada en la operación de proyectos con financiamiento internacional, como el PRODEZSA y en el pasado reciente el DECOFOS y el PRODESNOs, con financiación del FIDA, así como en la gestión de otras operaciones financiadas por el Banco Mundial y el GEF.</p>		
Factores macroeconómicos	Substantial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Puede enfrentarse un riesgo de debilidad de las finanzas públicas para hacer frente a la recuperación post-pandemia y no disponer de suficientes recursos presupuestales para la financiación de los programas de inversión pública, incluido el proyecto en la Cuenca del Balsas, especialmente en un contexto post-pandemia.</p>	Substantial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>A nivel de proyecto se seguirá dialogando muy estrechamente con las entidades gubernamentales, en específico con la SHCP, CONAFOR, CONAGUA, SEMARNAT y SADER, para que el proyecto cuente con el nivel adecuado de fondos de contrapartida.</p>		
Fragilidad y seguridad	Alto	Substantial
<p>Riesgo:</p> <p>México ha estado sufriendo violencia e inseguridad durante los últimos 12 años, principalmente debido a la lucha contra el crimen organizado contribuyendo a un contexto de fragilidad en las áreas rurales. Durante los últimos años, el Gobierno ha transferido un rol más importante a las fuerzas armadas para el mantenimiento de la seguridad pública. Algunas micro-regiones dentro de los estados de Morelos, Guerrero, Michoacán y Jalisco en la Cuenca del Balsas están experimentando situaciones severas de fragilidad social y violencia, y sus tasas de homicidio estuvieron por encima del promedio nacional en 2019 y 2020. Este riesgo podría tener un efecto a nivel de la focalización porque ciertas áreas de alta prioridad para el proyecto (Marginación+riesgo climático+indígena) podrían no ser accesibles.</p>	Alto	Substantial
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Las instituciones de Gobierno involucradas en el proyecto reconocen esta situación y se han establecido medidas que permiten evitar la intervención en zonas altamente inseguras y mecanismos de comunicación con la población que permiten prevenir situaciones de alto riesgo. Además, las medidas de mitigación considerarán criterios flexibles para definir los municipios elegibles de intervención del proyecto.</p>		
Estrategias y políticas sectoriales	Substantial	Moderado
Armonización de políticas	Substantial	Moderado
Riesgo:	Substantial	Moderado

<p>En la actualidad y hasta el 2024, el riesgo derivado de la falta de armonización de políticas es bajo. El proyecto está plenamente alineado con las prioridades nacionales establecidas en el PND y en la NDC y responde a la necesidad de implementación del Programa Regional de Desarrollo y Bienestar de la Cuenca Balsas-Pacífico Sur. No obstante, si bien el proyecto cuenta con un amplio respaldo político en sus primeros años de implementación, en el año 2024 habrá elecciones federales que podrían llevar a cambios en las prioridades expresadas en el PND 2019-2024, así como en los arreglos institucionales y en el respaldo de alto nivel que hoy día el proyecto tiene de la Oficina de Coordinación de Asesores de la Presidencia de la República (CAP) como actor clave en el diálogo político entre las distintas entidades públicas involucradas en la implementación del proyecto.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Aunque el apoyo de esta Oficina puede variar cuando ocurra un cambio en la Presidencia de la República al finalizar el 2024, para ese tiempo el proyecto habrá logrado un nivel significativo de institucionalización, por lo que podrá operar la mayor parte de sus componentes con base en los recursos de la CONAFOR, como organismo ejecutor. La conformación de un Comité de alto nivel permitirá también mantener el diálogo con la CAP facilitará la articulación entre las diferentes entidades y programas prioritarios del PND y la conducción estratégica del proyecto en el arranque y sus primeros años de implementación. También estará a favor de la continuidad del proyecto la trayectoria de CONAFOR por más de 20 años impulsando la concurrencia de acciones y recursos con los gobiernos estatales y municipales en el marco de operaciones financiadas por otros organismos financieros y de cooperación internacional, como el Banco Mundial, Fondos Noruegos, GEF y el propio FIDA. Otra medida de mitigación en respuesta a los posibles cambios político-institucionales a partir del 2025 es el establecimiento de instrumentos vinculantes facilitando la articulación entre las instituciones federales y los gobiernos estatales y municipales interviniendo en el proyecto en los años subsiguientes. Los mecanismos de coordinación inter-institucional para la convergencia de programas gubernamentales y las acciones de gestión de conocimiento y escalamiento del proyecto contribuirán a este fin aprovechando la cobertura de la CONAFOR a nivel nacional. Este tipo de sinergia ya se ha alcanzado en la implementación del PRODEZSA.</p>		
<p>Formulación y aplicación de políticas</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>La justificación de la intervención del proyecto se fundamenta en el hecho de que actualmente no hay una articulación efectiva de las políticas y programas de las dependencias federales que convergen en la Cuenca del Balsas. Los incentivos para el desarrollo rural y forestal no están alineados con las necesidades de adaptación y mitigación al cambio climático.</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto tiene respaldo de la CAP y de la CONAFOR para instrumentalizar desde el ámbito normativo, presupuestal y operativo iniciativas que faciliten la convergencia y sinergia del proyecto con 7 de los 11 programas prioritarios del Gobierno en el territorio de la Cuenca. Dado el contexto, el proyecto prevé acciones específicas para fortalecer las capacidades institucionales de los actores involucrados para conformar una plataforma programático-presupuestal que ordene la concurrencia de acciones en el territorio y la integración de criterios de cambio climático en la política pública. Esto se hará a través de mecanismos y convenios de coordinación interinstitucional a nivel federal y con gobiernos estatales y municipales. La formulación y aplicación de políticas también tendrá un sentido amplio de participación de actores públicos y privados, ello se sustentará en organismos ya existentes, como los Consejos de Cuenca, los Consejos Forestales Estatales y los Consejos Estatales para el Desarrollo Rural Sustentable. El instrumento central para asegurar la participación y ordenar las acciones e implementar</p>		

las políticas para la restauración ambiental y el desarrollo de actividades productivas resilientes serán los Planes de Ordenamiento Ecológico de Microcuencas (POEM).		
Contexto ambiental y climático	Alto	Substancial
<i>Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales</i>	<i>Substancial</i>	<i>Moderado</i>
<p>Riesgo:</p> <p>Las amenazas ambientales del proyecto son las siguientes: expansión de la frontera agrícola provocando deforestación; malas prácticas ocasionan incendios forestales; y prácticas no sostenibles agrícolas y forestales intensifican la degradación de los suelos y fuentes de agua. Además, el área del proyecto está en una zona sísmica lo que puede provocar daños a la infraestructura productiva y generar deslizamientos del terreno. En su conjunto, estas amenazas pueden generar impactos negativos en la provisión de servicios ecosistémicos de los bosques (reducción en la producción agrícola, pecuaria y/o forestal, infiltración del agua, la captura de carbono) así como provocar daños parciales o totales en la infraestructura productiva (centros de almacenamiento o de transformación) por efecto de los sismos (en promedio son menores a 5.0 en la escala de Richter).</p>	Substancial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Para gestionar los riesgos ambientales identificados, se realizarán acciones para: (i) Reducir las causas que provocan la deforestación como es el fortalecimiento de las cadenas de valor existentes (inversiones para mantener e incrementar la producción y productividad agropecuaria y forestal para que limite la necesidad de abrir nuevos espacios en los bosques para la producción); (ii) impulsar el modelo de silvicultura comunitaria (desarrollo colectivo en los procesos integrales de manejo del bosque y valor agregado a la producción); (iii) realizar la planeación y manejo de los recursos naturales y restauración de paisaje bajo el enfoque de cuenca hidrográfica que permitan fortalecer su funcionalidad hídrica; y (iv) mejorar las prácticas para la conservación de suelos (obras retenedoras y estabilizadoras de áreas erosionadas), reforestaciones con especies nativas, prevención y combate de plagas, enfermedades del bosque así como de combate de incendios forestales. Estas acciones se respaldarán con una convergencia de servicios de extensionismo, capacitación y asistencia técnica, que ya operan varios de los programas prioritarios del Gobierno (Programa de Apoyos para el Desarrollo Forestal Sustentable, Programa de Producción para el Bienestar, y Programa Sembrando Vida). El Manual Operativo del Proyecto (MOP) indicará el tipo de restricciones y acciones prohibidas para no incentivar la degradación ambiental de las cuencas hidrográficas donde intervenga el proyecto. Algunas acciones de referencia son: (i) no deforestar bosques naturales para ampliar o crear nuevas áreas de cultivo, áreas de pastoreo o plantaciones forestales y (ii) no se financiarán sub-proyectos que incluyan adquisición y aplicación de agroquímicos prohibidos por la OMS y la normatividad nacional vigente, entre otras acciones prohibidas. El proyecto se orientará para la gestión de los recursos naturales en base a las recomendaciones establecidas en las Declaraciones de Orientación No. 1 (Biodiversidad), 5 (Bosques) y 11 (Desarrollo de cadenas de valor, micro-empresas y pequeñas empresas) establecidos en el SECAP (Edición 2017), así como recomendaciones para prevenir desastres asociados a sismos, utilizando métodos de construcción acordes a la escala del tipo de infraestructuras productivas a financiar, y al código civil mexicano relacionado con la construcción de edificios y uso del sistema de alerta temprana ante sismos.</p>		
<i>Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático</i>	<i>Alto</i>	<i>Substancial</i>
<p>Riesgo:</p> <p>El área de intervención del proyecto está en una de las zonas más vulnerables al cambio climático de México. Las principales amenazas a los cuales están expuestos la población objetivo y sus medios de vida son: lluvias intensas, sequías, inundaciones, ciclones tropicales y altas temperaturas, los cuales pueden generar efectos adversos en: (i) disminución de la producción de servicios ecosistémicos, (ii) pérdidas parciales o totales en la producción agropecuaria y forestal, (iii) disminución en la productividad</p>	Alto	Substancial

<p>primaria agropecuaria y forestal, (iv) daños parciales o totales a la infraestructura productiva y de comunicación; y (v) mayor frecuencia y afectación por plagas y enfermedades en cultivos, producción ganadera y forestal. Estos riesgos en su conjunto son factores que inciden en la vulnerabilidad climática del proyecto aunado a las bajas capacidades de la población objetivo para hacer frente a los riesgos.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>La estrategia del proyecto para reducir la vulnerabilidad climática de la Cuenca del Balsas es implementar acciones para conservar y mejorar los servicios ecosistémicos y las capacidades de resiliencia de las familias de los NA y sus sistemas productivos que serán identificadas en forma participativa en los POEM y los PDI: (i) incrementar la capacidad adaptativa de los sistemas de producción agrícola, pecuaria y forestal; (ii) generar modelos de aprovechamiento sustentable de los recursos naturales (agua, suelo y vegetación) mediante acciones de conservación, protección y restauración ecológica para reducir los procesos de degradación que se puedan presentar por las amenazas climáticas; (iii) fortalecer las capacidades institucionales y comunitarias para la adaptación y gestión del riesgo climático; (iv) realizar inversiones y asistencia técnica en bosques comunitarios y silvicultura adaptativa para medidas de conservación, protección y restauración que conlleven a mantener e incrementar la provisión de servicios ambientales; (v) promover el manejo y prevención de plagas y enfermedades forestales en bosques naturales; (vi) desarrollar sistemas de captación y almacenamiento de agua de lluvia y obras para aumentar la infiltración del agua de lluvia en las partes medias y altas de las cuencas; (vii) implementar prácticas agroecológicas para los sistemas de producción agrícolas y pecuarios; e (viii) implementar planes para la gestión de riesgos comunitarios de origen climático basado en la normatividad nacional en materia de gestión del riesgo y prevención ante desastres naturales (incluyendo el desarrollo y difusión de sistemas de información climática).</p>		
Alcance del proyecto	Moderado	Bajo
Pertinencia del proyecto	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que los objetivos y las intervenciones del proyecto no estén en total consonancia con las prioridades del FIDA o de desarrollo del país, o no sean lo suficientemente pertinentes o adecuadas a las necesidades y prioridades del grupo objetivo en toda la duración del proyecto es muy bajo. Los objetivos y las intervenciones del proyecto están en total consonancia con las prioridades del FIDA y de desarrollo del país, basándose en el PND y los programas prioritarios del Gobierno Federal. En efecto, el proyecto focaliza su intervención en los municipios rurales con altos y muy altos niveles de marginación en la Cuenca, incluyendo a las comunidades indígenas.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Como posible medida de mitigación se identifica un adecuado soporte técnico a través de misiones del FIDA, tanto de supervisión como de apoyo a la implementación, para garantizar que el proyecto mantenga su estrategia de focalización y su pertinencia. Los tres componentes del proyecto impulsarán acciones dedicadas al consentimiento previo, libre e informado, al fortalecimiento de la gobernanza y organización local y la participación activa por parte de las comunidades beneficiarias en la toma de decisión sobre las inversiones a realizar. Estas acciones contribuirán a que las estrategias y acciones se mantengan alineadas a las necesidades de la población atendida.</p>		
Solidez técnica	Substancial	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>La implementación de los objetivos y actividades del proyecto requerirán capacidades técnicas en materia de transferencia tecnológica para la producción agropecuaria, forestal o el manejo de recursos naturales con enfoque de resiliencia al cambio climático. Los programas de apoyo de gobierno, bajo los cuales se canalizarán los</p>	Substancial	Bajo

recursos del proyecto carecen aún de una coordinación efectiva, sistemas de extensión sólidos y no integran aspectos relacionados a la mitigación y adaptación al cambio climático.		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto promueve una intervención bajo un enfoque de Cuenca que considera los aspectos socio-culturales del territorio y las necesidades de fortalecer la resiliencia de la población frente al cambio climático con soluciones que permiten restaurar paisaje y desarrollar las cadenas de valor para responder a la problemática identificada. Ello contempla un componente (componente 1) dedicado a asegurar las condiciones necesarias para propiciar un ordenamiento y desarrollo territorial adaptado a las condiciones de marginación y los desafíos del cambio climático en las micro-cuencas. Esto incluye: (i) el fortalecimiento de las organizaciones comunitarias para la gestión, planeación y toma de decisiones para la adaptación y gestión de riesgos climáticos (incluyendo la capacitación de líderes jóvenes y mujeres) y la utilización de la herramienta participativa de POEM; (ii) la promoción de la coordinación intersectorial y la integración del enfoque climático en los programas de apoyo de gobierno relevantes a la intervención del proyecto; y (iii) el fortalecimiento de los sistemas locales de extensión, capacitación y transferencia de tecnologías para mejorar la oferta adecuada de servicios para incrementar las capacidades técnicas y organizativas de los pequeños productores. El componente 2 proveerá a los diferentes grupos priorizados apoyos financieros y asistencia técnica para la implementación de sistemas de manejo adaptativo de ecosistemas (recursos forestales e hídricos) y el desarrollo de microempresas e iniciativas de producción sustentable. La inversión será acompañada del fortalecimiento de capacidades organizativas, administrativas, de producción y comercialización de los pequeños productores, comunidades indígenas, grupos de mujeres y jóvenes de acuerdo con sus grados de desarrollo. Finalmente, se van a desarrollar sistemas de información climática y se generarán conocimientos para apoyar la toma de decisiones y la gestión del riesgo climático, así como el escalamiento y adopción de las innovaciones del proyecto (componente 3).</p>		
Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad	Substancial	Moderado
Mecanismos de ejecución	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El riesgo de que el organismo ejecutor del proyecto no posea los recursos, procesos o sistemas apropiados para gestionar el proyecto con eficacia (de conformidad con el convenio de financiación y todos los documentos jurídicos del FIDA pertinentes) y garantizar la consecución de los objetivos de desarrollo del proyecto es bajo. La CONAFOR tiene una larga experiencia ejecutando proyectos financiados por el FIDA y tiene mucha experiencia en los procedimientos de organismos multilaterales, como el Banco Mundial o el GEF. No obstante, los desafíos existentes en materia de coordinación inter-institucional son significativos.</p> <p>En caso de que durante el diseño se opte por delegar la coordinación del proyecto a una entidad internacional, se evaluarán sus capacidades y experiencia con base a los procedimientos FIDA. En cuanto a la financiación para la ejecución del proyecto, tanto el FIDA como el Fondo Verde para el Clima (FVC) tienen procesos de aprobación que no están alineados en el tiempo, por lo cual se prevé que los recursos del FVC no estarán disponibles cuando inicien las operaciones del proyecto. Esto afectaría la realización de algunas actividades que no pueden ser financiadas con el presupuesto de la CONAFOR o ser realizadas usando la capacidad instalada de la institución. Por ello, se anticipa que existirá una brecha financiera para el primer año de implementación, la cual ha sido incluida en el Plan de Operaciones del primer año.</p>	Substancial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto involucra, y en gran parte centra su objetivo, en promover la coordinación entre diversas instituciones del nivel central y sub-nacional. Las medidas de mitigación incluyen el fortalecimiento de capacidades institucionales en los distintos niveles de</p>		

<p>gobierno, sistemas de control y plataformas de coordinación y convergencia interinstitucional. El proyecto está siendo promovido y tiene el soporte de la Presidencia de la República, con lo cual hay un mandato claro para incentivar la voluntad de coordinación. Además, el FIDA, independientemente del arreglo final para la implementación, seguirá proveyendo asesoría y acompañamiento al personal de CONAFOR sobre las condiciones y procedimientos para la gestión de recursos externos. Esto se hará tanto por FIDA como por el agente financiero designado por la Secretaria de Hacienda y Crédito Público.</p> <p>Además de apresurar en lo posible la última fase del diseño para la financiación del FVC, en acuerdo con la CONAFOR, el FIDA ha identificado las acciones que podrían realizarse en términos administrativos y operativos para minimizar los efectos del retraso en el flujo de fondos. En este sentido, en CONAFOR se conformará un ETP con personal de estructura, inicialmente no se prevé la contratación de personal adicional para la ejecución del préstamo FIDA. Los costos para operar esta unidad serán asumidos por CONAFOR, durante el período previo a que se formalice la donación. Por otra parte, el FIDA está dialogando con otras entidades internacionales que, conforme a su mandato, podrían cubrir la brecha de donativo en el financiamiento del proyecto.</p>		
<p>Mecanismos de seguimiento y evaluación</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>Existe el riesgo de que los procesos y sistemas de seguimiento y evaluación de la entidad ejecutora sean débiles o ineficientes, lo cual puede traducirse en una capacidad limitada para supervisar, validar, analizar y comunicar los resultados, extraer enseñanzas y ajustar la ejecución con el fin de aprovechar las oportunidades y adoptar medidas correctivas oportunas es moderado. Con base en la experiencia obtenida en la implementación de proyectos financiados por el FIDA en el país, los riesgos que se han enfrentado en planeación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento son los siguientes: (i) Falta de personal en UCP específico para planeación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento; (ii) planeación y ejecución de línea base tardía; (iii) costo alto de la medición de indicadores climáticos, de género y nutrición; y (iv) falta de coordinación entre instituciones para realizar el seguimiento y evaluación correspondiente.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Las acciones de mitigación para los riesgos relacionados con planeación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento consisten en: (i) Contar con una persona responsable de las actividades específicas que incluya la definición de medición de indicadores, recolección y manejo de la información necesaria, que sea responsable de impulsar y realizar los levantamientos de información necesarios; (ii) establecer en el presupuesto del proyecto un presupuesto para medir los distintos indicadores climáticos, de género y nutrición; (iii) otorgar capacitaciones continuas a la UCP respecto a lineamientos de SyE de FIDA, así como de aspectos técnicos con apoyo de entidades relacionadas con la evaluación como CONEVAL, CIDE, universidades, y CLEAR; (iv) llevar a cabo la planeación, seguimiento, evaluación y gestión de conocimientos de manera participativa, llegando a acuerdos entre instituciones; y (v) apoyar la UCP en el manejo de las fichas de cálculo de los indicadores CORE (CI de ORMS) para que desde el arranque del proyecto, exista claridad sobre los métodos y forma de reporte de estos indicadores. Las actividades de seguimiento y evaluación que permiten el monitoreo de los servicios ambientales generados por el proyecto con un enfoque de Cuenca requerirá de las contribuciones de especialistas en diferente materia (vegetación, suelo, agua) y de establecimiento de investigaciones aplicadas. Para ello, el proyecto establecerá vínculos con universidades y centros de Investigación.</p>		
<p>Gestión financiera del proyecto</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Organización y dotación de personal del proyecto</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>

<p>La gestión financiera de los proyectos está a cargo de la UAIFF y su gerencia de financiamiento. Para tareas administrativas usualmente se cuenta con apoyo administrativo desde la Gerencia Operativa responsable de la ejecución del proyecto y desde las oficinas estatales que gestionan los pagos de los subsidios. Se cuenta con el soporte de NAFIN como Agente Financiero designado por la Secretaria de Hacienda y Crédito Público SHCP.</p> <p>Este esquema ha dado buenos resultados y con el mismo se han mejorado sustancialmente los procesos administrativos, respecto a la experiencia con proyectos anteriores ejecutados por CONAFOR.</p> <p>Su funcionamiento ha sido satisfactorio y se refleja en la eficiencia de las operaciones administrativas y financieras del proyecto, así como en la calidad de la de la información generada por esta área.</p> <p>El personal de la UAIFF es preparado y tiene experiencia con otros proyectos del Banco Mundial y del mismo FIDA. En su mayoría tienen formación profesional de economistas, contadores, financieros, sistemas de información.</p> <p>El equipo de la Unidad esta conformado por personal de estructura complementado con Prestadores de Servicios Profesionales (PSPs), con contratos temporales que se renuevan anualmente. Este personal tiene limitado acceso a capacitaciones formales por normativa institucional, sin embargo, se han capacitado en los cursos del FIDA en línea.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>NA</p>		
<p><i>Elaboración de presupuestos del proyecto</i></p>	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Los proyectos en CONAFOR dependen de la asignación presupuestaria a la institución y las áreas que intervienen en la ejecución. Que usualmente ha sido inferior al promedio anual requerido para ejecutar el financiamiento a un ritmo apropiado.</p> <p>Sin embargo en PRODEZSA se ha recurrido a las adecuaciones presupuestales para etiquetar recursos en el dígito 2 (créditos externos), con el apoyo de áreas operativas de CONAFOR y de la SHCP.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El FIDA dará seguimiento continuo a las asignaciones presupuestarias, con el acompañamiento de la Oficina de Coordinación de Asesores de la Presidencia (CAP) y con Unidad de Asuntos Internacionales de la SHCP y su Subsecretaría de Egresos).</p> <p>El FIDA acompañará a CONAFOR en la revisión periódica de espacios (en los programas y gerencias operativas de CONAFOR asociadas al proyecto y de focalización geográfica) para lograr una mayor asignación y etiquetar recursos con dígito 2.</p> <p>Utilizando como referencia el plan de desembolsos, que se revise y sobre el cual se establezcan acuerdos desde la negociación del convenio de financiamiento Compromiso desde negociación.</p>		
<p><i>Flujo de fondos y desembolsos del proyecto</i></p>	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>Según la experiencia del FIDA en el país, el flujo de fondos desde el FIDA hasta el proyecto y los beneficiarios no presenta riesgos relevantes. El flujo de fondos hacia los beneficiarios es eficiente y se controla con Sistema Integral de apoyos de la CONAFOR (SIIAC) para apoyos a los beneficiarios y con SAI Sistema de Administración Integral para gastos directos de la CONAFOR.</p> <p>Sin embargo, como mencionado anteriormente, el FIDA y el Fondo Verde para el Clima (FVC) tienen procesos de aprobación que no están alineados en el tiempo, por lo cual se prevé que los recursos del FVC no estarán disponibles a la fecha de entrada en vigor del proyecto. Esto afectaría la realización de algunas actividades que no pueden ser financiadas con el presupuesto de la CONAFOR o ser realizadas usando la capacidad</p>	Substancial	Moderado

instalada de la institución. Por ello, se anticipa que existirá una brecha financiera para el primer año de implementación.		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>La falta de disponibilidad de fondos FVC se ha tomado en cuenta durante la elaboración del Plan de Operaciones del primer año. Las actividades previstas durante el primer año serán aquellas que se financiarán con recursos del FIDA o de CONAFOR. A partir del segundo año se implementarán también actividades financiadas por el FVC.</p>		
Controles internos del proyecto	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Se utilizan los sistemas de la institución. Para lo cual se aplican los manuales aprobados y normados por la Secretaría de la Función Pública-SFP. También se cuenta con manuales internos generados por la institución, los cuales son aprobados por el Comité de Mejora de Regulación Interna de CONAFOR.</p> <p>Los controles internos y control de pago son eficientes. El pago no se puede realizar si previamente no se tiene la documentación soporte conforme a lo establecido en las ROP (en el caso de los pagos iniciales se trata de los documentos de aprobación de las propuestas y los pagos finales por informes de avance y liquidaciones) y si no fue programado en los sistemas (SIIAC, y SAI) y es coherente con el POA y la matriz de desembolsos.</p> <p>Hay separación de funciones, según lo establecido en los manuales y en los sistemas (SIIAC y SAI) se establecen diferentes niveles de aprobación y con autorizaciones controladas para el ingreso de los datos en los sistemas.</p> <p>Los niveles de aprobación están definidos y pasan por diferentes jerarquías de las Gerencias (Áreas requirentes, la Gerencia de Recursos Materiales, la Gerencia de Programación y Presupuesto, y en su caso las Promotorías de Desarrollo Forestal Sustentable, entre otras). Se manejan módulos separados para el registro del apoyos, registro y control del pago al beneficiario y registro del gasto.</p> <p>El riesgo en la transferencia a los beneficiarios usualmente está en la no ejecución de los apoyos, a lo cuál se da seguimiento desde las Gerencia Estatales con personal de campo y principalmente los promotores. Como se menciona este personal debe autorizar y documentar los pagos en los Sistemas.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>NA</p>		
Presentación de información contable y financiera del proyecto	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Se aplican los sistemas institucionales y normas de contabilidad de la administración pública con base en la ley de contabilidad gubernamental.</p> <p>Para gastos del proyecto se aplica el Sistema de Administración Integral (SAI)</p> <p>Los gastos generados por el SAI se organizan para reportar por categorías, fuentes y componentes.</p> <p>Debe ser así por tratarse de gastos pre financiados por el Gobierno y definidos en el presupuesto de la institución, lo que aplica para préstamo y donación</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>NA</p>		
Auditoría externa del proyecto	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>Las auditorías externas son realizadas por firmas independientes asignadas por la SFP. Los alcances de las auditorías se definen en TDR acordados entre la SFP y los OFIs</p>	Bajo	Bajo

(BM y BID) en MET firmado por las parte, cuyas condiciones han sido aceptables para el FIDA.		
Medidas de mitigación: NA		
Adquisiciones y contrataciones	Bajo	Bajo
Marco jurídico y reglamentario	Bajo	Bajo
Riesgo: No se identifica ningún riesgo relacionado con la capacidad reglamentaria e institucional del prestatario y las prácticas correspondientes (incluido el cumplimiento de la legislación) para realizar las adquisiciones y contrataciones en un modo que garantice el uso óptimo de los recursos con integridad. El país cuenta con un estamento jurídico y reglamentario sólido compuesto por la ley de adquisiciones y su reglamento; el manual administrativo que contiene los formatos estandarizados para los procedimientos de compras; las políticas, bases y lineamientos en materia de adquisiciones interno de la unidad ejecutora; y demás lineamientos emitidos por las Secretarías de la Función Pública y de Hacienda y Crédito Público del país. Este marco jurídico es apoyado por el sistema electrónico de contrataciones públicas COMPRANET, de acceso libre y en donde se publica la información clave relacionada con adquisiciones, entre ella: marco legal y regulatorio; programas de adquisiciones; convocatorias; adjudicación de contratos; y datos sobre la resolución de reclamaciones o quejas sobre las adquisiciones	Bajo	Bajo
Medidas de mitigación: N/A		
Rendición de cuentas y transparencia	Bajo	Bajo
Riesgo: No se identifican riesgos relevantes relacionados con que las disposiciones en materia de rendición de cuentas, transparencia y supervisión (incluidas las relativas a la recepción de quejas, por ejemplo, sobre casos de acoso, explotación y abusos sexuales y de corrupción y fraude) no sean las adecuadas para salvaguardar la integridad de las adquisiciones y contrataciones y el cumplimiento de los contratos en el ámbito del proyecto. Las reclamaciones sobre adquisiciones son presentadas a través del sistema COMPRANET. Además, se pueden presentar inconformidades o quejas ante el Órgano Interno de Control que es independiente de la entidad compradora, o directamente ante la Secretaría de la Función Pública (SFP). Se establece la posibilidad de la participación de un testigo social como veedor en los procesos. La normativa contempla un sistema de diferentes niveles para gestionar las reclamaciones que incluye al Órgano de Control Interno; a la SFP y a los Tribunales de Justicia Administrativa. Adicionalmente, la SFP lidera un sistema de proveedores y contratistas sancionados que mantiene un registro de los proveedores que no cumplen los contratos, ya sea en tiempo o en calidad, o cuando se rescinden los contratos por cualquier motivo. Este sistema también aplica para servidores públicos. El único aspecto a considerar es la puntuación del índice de la percepción sobre la corrupción en el país que se basa en los reportes anuales de Transparencia Internacional, mismo que no depende exclusivamente de las instituciones involucradas	Bajo	Bajo

en las compras. En lo que respecta a la CONAFOR en años anteriores y en 2021 no se recibieron reclamos sobre los procesos de adquisición ejecutados.		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Este indicador no depende del proyecto, por lo tanto se mantiene la recomendación de continuar con las buenas prácticas que la CONAFOR aplica en los procesos, entre las que se incluye la publicación de los contratos en el sistema COMPRANET.</p>		
Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>No se identifica ningún riesgo relacionado a que el organismo de ejecución (CONAFOR) no cuente con procesos, procedimientos y sistemas sólidos ni con personal bien formado para la administración, supervisión y gestión de los contratos.</p> <p>Las adquisiciones del proyecto se llevarán a cabo desde la Gerencia de Recursos Materiales de la CONAFOR, que cuenta con el personal suficiente (un Subgerente, un Jefe Adquisiciones y analistas) y con experiencia en adquisiciones públicas superior a 7 años. También se cuenta con acceso libre, físico y electrónico, a toda la normativa referente a adquisiciones, incluyendo sitios externos donde se encuentran guías y orientaciones sobre los procesos en materia de adquisiciones. Además, por práctica se tiene acceso a los registros de la Cámara de Diputados manteniéndose, así, al tanto de cualquier cambio en la legislación. Los profesionales de compras, en su mayoría, tienen las principales leyes impresas y el área jurídica de la CONAFOR retroalimenta a los funcionarios conforme sus revisiones periódicas de la normativa y su actualización.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>N/A</p>		
Procesos de adquisición y contratación pública	Bajo	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>No se identifica ningún riesgo relacionado con que los procesos de adquisición y contratación y las estructuras de mercado (métodos, planificación, licitación, adjudicación de contratos y gestión de contratos) no sean eficientes y competitivos.</p> <p>Conforme a las experiencias recientes con la CONAFOR, los planes de adquisiciones se derivan de los POA y se preparan con la anticipación acordada en el convenio de financiación; en su formulación participa el personal de adquisiciones, siguiendo los procedimientos institucionales. El modelo de PAC utilizado es el estándar vigente del FIDA.</p> <p>El número de ofertas mínimo requerido por cada método de compra, los plazos para la presentación de ofertas, consultas, respuestas, evaluaciones y demás son los establecidos en la legislación nacional. Se sigue lo reglamentado referente a la recepción, apertura, custodia de documentos, registros de reclamos, adjudicaciones y demás aspectos del proceso de compras. Los documentos como actas, resoluciones, fallos, contratos, inconformidades y demás relacionados con todo el proceso, son publicados y quedan registrados en el sistema COMPRANET, al que todos los participantes o interesados en el proceso tienen acceso.</p> <p>La responsabilidad de la administración y gestión de los contratos está regulada por ley. Los expedientes documentarios de los contratos contienen la documentación suficiente que respalda las incidencias y decisiones del proceso, atendiendo lo establecido en la normativa correspondiente.</p>	Bajo	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p>		

N/A		
Impacto ambiental, social y climático	Substancial	Bajo
Conservación de la biodiversidad	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El área geográfica del proyecto incluye 31 áreas protegidas en la zona norte y centro del área del proyecto, así como ecosistemas frágiles de manglares localizados en la franja costera de Michoacán, Guerrero y Oaxaca, los cuales contienen valores y atributos biológicos de importancia para su protección y conservación. Las actividades contempladas en el Componente 2 del proyecto relacionadas al fortalecimiento de cadenas de valor y microempresas pueden generar residuos sólidos y líquidos provenientes de los procesos de transformación de productos maderables y no maderables, mismos que pueden generar impactos colaterales de mediano a bajo impacto en el área de la Cuenca del Balsas. Otro riesgo es la extensión de cultivos agroforestales (sobre todo con agaves o aguacates) o agrosilvopartorial que podrían convertirse en una amenaza para los ecosistemas forestales.</p>	Substancial	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Las actividades que se financiarán por el proyecto en comunidades y ejidos que se encuentren en áreas naturales protegidas, deberán ajustarse a lo que es permitido y prohibido conforme a los programas de manejo de estas áreas, así como a la normatividad nacional y estatal vigentes, debiendo contar con los permisos necesarios. La formulación de los POEM y PDI cumplirán en este sentido con todas las regulaciones y marco normativo. Para la protección y conservación de las especies de fauna y flora presentes en hábitats naturales de bosques y manglares, se financiarán sub-proyectos para el pago de servicios ambientales, lo cual requerirá elaborar planes de manejo para la protección y conservación de los servicios del bosque, los cuales incluyen la diversidad biológica. Adicionalmente, en el MOP se establecerá el listado de acciones prohibidas y de restricciones para el financiamiento con los recursos del proyecto (actividades no elegibles), tales como: no realizar acciones ni inversiones para hacer conversiones de bosques naturales, alteración de hábitats o modificaciones a los ecosistemas para el desarrollo de las actividades productivas (contribuir a la tasa 0% deforestación en las actividades a ser financiadas); no realizar inversiones productivas o de conservación que no estén aprobadas en los programas de manejo de las áreas protegidas, entre otras medidas que serán detalladas en el MOP.</p>		
Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>La mayor parte de las actividades del proyecto están enfocadas en la protección, conservación y uso de los recursos naturales a nivel de cuenca hidrológica para mantener o incrementar los servicios ecosistémicos, siendo la mayoría de nulo o bajo impacto (debido a que dichas actividades están enfocadas a reducir riesgos y vulnerabilidades sociales, ambientales y climáticas). Por lo tanto, el único riesgo identificado es la posible contaminación de suelos, atmósfera y fuentes de agua por residuos provenientes de las actividades de producción, transformación y agregación de valor a los productos agrícolas, pecuarios y forestales (con inversiones establecidas en el Componente 2).</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>En la elaboración de las propuestas técnicas de los proyectos, principalmente los relacionados con el fortalecimiento de las cadenas de valor, se requerirá la identificación de los riesgos de contaminación y las medidas correspondientes para disminuirlos o eliminarlos. En el MOP se establecerán directrices para la identificación de estos riesgos, y se indicarán las acciones restringidas o prohibidas para evitar o reducir la contaminación. Las acciones del proyecto para promover en la eficiencia en el uso de</p>		

los recursos se orientarán por las recomendaciones establecidas en las Declaraciones de Orientación No. 1 (Biodiversidad), 2 (Agroquímicos), 5 (Bosques) y 11 (Desarrollo de cadenas de valor, microempresas y pequeñas empresas) establecidos en el SECAP (Edición 2017).		
Patrimonio cultural	Moderado	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>En el área del proyecto, principalmente en los Estados de Oaxaca, Guerrero, Michoacán, Puebla y el Estado de México, existen zonas con valor cultural e histórico, donde se desarrollaron las culturas prehispánicas Olmeca, Mexica, Teotihuacana y Zapoteca, principalmente. En alguna medida, estas culturas siguen presentes. En algunos puntos, dentro del área del proyecto, existen vestigios de las culturas prehispánicas con valor arqueológico, tales como centros culturales y ceremoniales, o restos de antiguos asentamientos. El Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), es el organismo del gobierno federal responsable de la investigación, preservación y difusión del patrimonio arqueológico, antropológico e histórico de la nación mexicana.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto no va a realizar actividades o inversiones en áreas donde se encuentren sitios arqueológicos, antropológicos e históricos reconocidos y protegidos por el INAH. En las áreas fuera de estas zonas reconocidas, si derivado de las actividades del proyecto se realizan descubrimientos arqueológicos, serán notificados al INHA y se actuará con estricto apego a los protocolos y procedimientos establecidos en la normatividad vigente del país (Ley Federal sobre Monumentos y Zonas Arqueológicas).</p>		
Pueblos indígenas	Substancial	Bajo
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto trabajará en una zona con una alta concentración de población indígena, la cual tendrá un enfoque prioritario en la estrategia del proyecto. Al ser un proyecto diseñado para mejorar las condiciones de la población indígena y afrodescendiente, se han tomado todos los recaudos necesarios en el diseño para asegurar su participación plena y efectiva y evitar impactos negativos.</p>	Substancial	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto se ha diseñado y será implementado asegurando la participación inclusiva de los pueblos indígenas y del pueblo afro-mexicano. Para ello, se aplicará la política del FIDA sobre pueblos indígenas, la cual incluye el principio de consentimiento libre, previo e informado (CLPI), también promovido por el Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas (INPI). La CONAFOR, agencia implementadora de las actividades del proyecto, incluye al CLPI entre sus Reglas de Operación, lo cual asegurará un proceso de participación voluntaria de las comunidades y ejidos. Esta voluntariedad quedará expresada desde que esas comunidades y ejidos soliciten los apoyos del proyecto. Además, la implementación del proceso de consulta se enmarcará en el proceso de construcción de los POEM y de los PDI. El Plan de Implementación del CLPI, que integra el documento de diseño del proyecto, proporciona informaciones claras sobre el proceso de planificación e implementación del proceso de consulta y de obtención del CLPI, y esclarece el papel de los diferentes actores institucionales a lo largo del mismo.</p>		
Condiciones laborales y de trabajo	Substancial	Moderado
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto se desarrollará en áreas geográficas de alto rezago social, en las cuales las condiciones laborales, principalmente de mujeres, jóvenes, y poblaciones indígenas, no son óptimas. El proyecto incorpora un enfoque proactivo para equiparar condiciones laborales en este contexto.</p>	Substancial	Moderado

<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto aplicará las normativas internacionales y nacionales de trabajo, tanto para los beneficiarios directos como para cualquier contratista, organización, o empresa contratada por el mismo. El proyecto incorpora medidas de promoción del empleo digno y la generación de ingresos para mujeres, jóvenes, y poblaciones indígenas y afrodescendientes. En relación al trabajo infantil, el proyecto cumplirá las directrices establecidas en la Ley Federal del Trabajo vigente, mismas que estarán establecidas en el MOP.</p>		
<p>Salud y seguridad comunitarias</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto trabajará en zonas de alta vulnerabilidad y marginalización social, donde existen carencias en las condiciones de salud y seguridad comunitarias. El proyecto ha sido diseñado con la intención de reducir estas carencias, tomando en consideración las condiciones culturales y sociales de las comunidades beneficiarias, sin embargo, existe el riesgo de que una parte de la población no observe beneficios derivados de su ejecución.</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Para asegurar que el proyecto sea percibido por los beneficiarios como una contribución positiva a sus medios de vida, se promoverá la participación activa y los diálogos constantes con las comunidades participantes. De particular relevancia será asegurar la participación activa de mujeres y jóvenes, quienes pueden estar rezagados en la comunidad. Con respecto a la intervención del proyecto con pueblos indígenas y con el pueblo afro-mexicano, el proyecto será sensible a sus particularidades culturales para asegurar una visión de desarrollo en común con los beneficiarios.</p>		
<p>Reasentamiento físico y económico</p>		<p>Ningún riesgo previsto - no aplica</p>
<p>El proyecto no contempla ningún reasentamiento físico ni económico.</p>		
<p>Emisiones de gases de efecto invernadero</p>		<p>Ningún riesgo previsto - no aplica</p>
<p>El proyecto está diseñado para reducir GEI al implementar medidas para el uso sustentable de los bosques, evitar la deforestación, evitar el cambio de uso del suelo e implementar tecnologías para generar energía limpia (eficiencia energética y bajas emisiones) y renovable. Por lo tanto, no existe riesgo de que el proyecto contribuya a incrementar las emisiones de GEI.</p>		
<p>Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto ha sido calificado como de alto riesgo climático conforme a los criterios establecidos en el SECAP. Los riesgos identificados son en dos niveles que tienen una incidencia directa en la vulnerabilidad de la población objetivo y de los recursos naturales: (i) baja capacidad de la población y personal técnico de las instituciones para realizar diagnósticos climáticos, gestionar los riesgos e identificar las medidas para incrementar la capacidad de resiliencia; y (ii) la mayor parte de los centros productivos de la cuenca (97.7%) presentan una vulnerabilidad climática de nivel medio a alto y son afectados por cuestiones hídricas, especialmente por problemas relacionados con la disposición y distribución del agua, así como por la baja capacidad de captación de</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>

agua, así como problemas de conservación de suelos, en las áreas con mayor deterioro en su cobertura vegetal.		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El 100% de las actividades definidas en los tres componentes del proyecto están enfocadas a reducir la vulnerabilidad climática de la población objetivo, de sus unidades de producción y de los recursos naturales bajo el enfoque de manejo de cuencas hidrográficas. Además, los riesgos climáticos serán gestionados a través del Plan de Gestión Ambiental y Social del proyecto y se implementará una metodología basada en una "tarjeta de puntuación" para medir si se está incrementando la capacidad de resiliencia con la implementación de las actividades impulsadas por el proyecto. Esta metodología se aplicará en tres momentos: línea base, medio término y cierre de proyecto.</p>		
Partes interesadas	Moderado	Moderado
<i>Participación y coordinación de las partes interesadas</i>	<i>Moderado</i>	<i>Moderado</i>
<p>Riesgo:</p> <p>El proyecto trabaja en un área de alta marginación social y diversidad cultural, incluyendo a pueblos indígenas. En ese contexto, es esencial que la participación y empoderamiento por parte de las comunidades beneficiarias, así como la comunicación entre el proyecto y los beneficiarios sea clara, asegurando que las expectativas de todas las partes involucradas estén claramente comprendidas.</p>	Moderado	Moderado
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>El proyecto incorpora como elemento fundamental la participación activa de las comunidades beneficiarias, tanto en el fortalecimiento de capacidades como en la fase de inversión. Se incorporan lecciones aprendidas, tanto del Gobierno Mexicano como de FIDA, para incorporar a comunidades y asegurar el empoderamiento y la apropiación de las actividades del proyecto. Además, el proyecto incorpora al CLPI como instrumento clave para la participación plena, efectiva e informada de la población indígena y afromexicana en las actividades del mismo.</p>		
<i>Reclamaciones de las partes</i>	<i>Moderado</i>	<i>Bajo</i>
<p>Riesgo:</p> <p>Es posible que algún beneficiario del proyecto u observador del mismo tenga reclamos sobre la ejecución del proyecto, o sobre el comportamiento de personal asociado al mismo. Se debe prestar particular atención a la dimensión multicultural del proyecto, así como a las condiciones sociales prevalentes, para asegurar que existan mecanismos de reclamo accesibles y entendibles.</p>	Moderado	Bajo
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>Se asegurará que el proyecto tenga un mecanismo de quejas y reclamos, a nivel de proyecto, a nivel nacional, y a nivel FIDA. Se asegurará que todo reclamo tenga el seguimiento acorde, vía el plan de gestión ambiental y social. Con relación a este último, el Plan de Implementación del CLPI incorpora recomendaciones para el desarrollo del proceso de reclamación. En este marco, el instrumento de referencia para enfrentar y resolver potenciales quejas y reclamaciones de manera adecuada, es el Mecanismo de Atención Ciudadana de la CONAFOR (MAC) desarrollado por la CONAFOR, que opera a nivel nacional incluyendo el área de la Cuenca del Balsas. Todo el personal asociado con el proyecto será entrenado sobre la política de FIDA sobre acoso sexual y la explotación y los abusos sexuales.</p>		